



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 MARS 1889

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4107

ERRATUM.

Page 608, *in re* Mallette vs. Alexander, 1ère ligne, au lieu de *Joseph Hercule Mallette*, lisez *Joseph Hermile Mallette*.

1089

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 12 mars 1889.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes :

Alexis Fournier, écuyer, maire de la municipalité de la paroisse de Saint-Thomas, comté de Montmagny.

MM. Wilfrid Lavoie et Calixte Vézina, conseillers municipaux pour la paroisse de Saint-Antoine de l'Île-aux-Grues, comté de Montmagny.

1101

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th MARCH, 1889

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4108

ERRATUM.

Page 608, *in re* Mallette vs. Alexander, 1st line, instead of *Joseph Hercule Mallette*, read *Joseph Hermile Mallette*.

1090

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 12th March, 1889.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to make the following appointments :

Alexis Fournier, esquire, mayor of the municipality of the parish of Saint Thomas, county of Montmagny.

MM. Wilfrid Lavoie and Calixte Vézina, municipal councillors for the parish of Saint-Antoine de l'Île-aux-Grues, county of Montmagny.

1102

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourraient concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, *Proc.-Général.* ATTENDU que Georges David, Pierre Alfred Papillon et Charles Hercules Giroux, Ecuiers, trois des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre dix-huit des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la province de Québec,) dans et pour le diocèse catholique romain de NICOLET, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité du susdit acte, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie de la paroisse de SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, dans le comté d'ARTHABASKA, dans le dit diocèse catholique romain de NICOLET, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA et d'annexer à la paroisse de SAINTE-VICTOIRE, dans le comté d'ARTHABASKA sus-dit, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

" Tout le territoire borné comme suit, savoir : au nord par la ligne entre les cantons Stanfold et Arthabaska, au nord-est par la ligne entre les septième (7ième) et huitième (8ième) rangs d'Arthabaska, au sud-est par la ligne entre les lots Nos. huit et neuf (8 et 9), dans les sixième (6ième) et septième (7ième) rangs d'Arthabaska ; au sud-ouest par la ligne entre les cinquième (5ième) et sixième (6ième) rangs d'Arthabaska, le dit territoire étant formé des lots neuf (9), dix (10), onze (11), douze (12) du sixième (6ième) rang, des lots Nos. (9), dix (10), onze (11) du septième (7ième) rang d'Arthabaska, les dits lots désignés par les Nos. 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, comprenant une superficie de quatorze cent quatre-vingt-quinze (1495) acres plus ou moins."

A CES CAUSES, NOUS AVONS confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA ci-dessus décrites, qui demeurera détachée de la dite paroisse de SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA et annexée à la paroisse de SAINTE-VICTOIRE.

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, ci-dessus décrite sera détachée de la dite paroisse de SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINTE-VICTOIRE.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, fera partie de la dite paroisse de SAINTE-VICTOIRE, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions du susdit acte.

De tout ce que dessus, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, *Atty. General.* WHEREAS, Georges David, Pierre Alfred Papillon et Charles Hercules Giroux, esquires, three of the duly appointed commissioners for the purposes of chapter eighteen of the Consolidated Statutes for Lower Canada, (chapter first of title ninth of the Revised Statutes of the Province of Quebec,) in and for the Roman Catholic diocese of NICOLET, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Act, made to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, in the county of ARTHABASKA, in the said Roman Catholic diocese of NICOLET, which they think most expedient to be detached from the said parish of SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, and to be annexed to the parish of SAINTE-VICTOIRE, in the county of ARTHABASKA aforesaid, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

" All the territory bounded as follows, to wit : to the north by the line between the townships Stanfold and Arthabaska, to the north east by the line between the seventh (7th) and eighth (8th) ranges of Arthabaska, to the south east by the line between the lots numbers eight and nine (8 and 9) in the sixth and seventh ranges of Arthabaska, to the south west by the line between the fifth (5) and the sixth (6th) ranges of Arthabaska, the said territory being formed of lots nine (9), ten (10), eleven (11), twelve (12) of the sixth range of lot Nos. nine (9), ten (10), eleven (11) of the seventh (7th) range of Arthabaska, the said lots designated by Nos. 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287 of the official cadastre for the parish of Saint Norbert d'Arthabaska, comprising a superficies of fourteen hundred and ninety five acres, more or less."

Now Know Ye, that We have confirmed, established and recognised, and by the presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, and to be and remain annexed to the parish of SAINTE-VICTOIRE.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA above described to be detached from the said parish of SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, and to be and remain annexed to the said parish of SAINTE-VICTOIRE.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of SAINT-NORBERT D'ARTHABASKA, to be hereafter part of the said parish of SAINTE-VICTOIRE, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Act.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de ladite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce ONZIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secrétaire.

1091

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné, que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du neuvième jour de mars courant, constituant en corporation Pierre Préfontaine, marchand, et Bruce Frederick Campbell, gentilhomme, tous deux de la paroisse de Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville, T. Arthur Huot, notaire public, et Octave Lambert, marchand, tous deux de la paroisse de Saint-Mathieu de Bekeil, dans le comté de Verchères, J. B. A. Lanthier, estimateur des douanes, et Thomas Brainerd, manufacturier, tous deux de la cité de Montréal, dans le but de construire, acheter ou acquérir un ou plusieurs bateaux à vapeur, bateaux de canaux, barges, bateaux à voiles, et les faire naviguer sur les rivières Richelieu et Saint-Laurent et autres rivières communiquant avec icelles, dans le but de transporter des passagers, effets et fret de toute sorte, spécialement en rapport avec Otterburn Park, pour remorquer et faire tout ce que peut faire un bateau à vapeur; pour posséder, construire ou acquérir un ou plusieurs quais et faire toutes choses qui pourront être nécessaires pour faire les affaires de la dite société, sous le nom de "La compagnie de navigation de Bekeil et Saint-Hilaire," avec un fonds social s'élevant en totalité à quatre mille piastres (\$4,000), divisé en quarante parts de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce neuvième jour de mars 1889.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secrétaire.

1081

No. 1748.87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

(Statuts Refondus de Québec, Art. 1973).

Détacher de la municipalité scolaire de "Notre Dame des Anges de Stanbridge," dans le comté de Missisquoi, les lots suivants, appartenant à des catholiques romains, portant les numéros du cadastre du Township de Stanbridge, savoir:—103, 104, 118, 119, 121, 130, 132, 133, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155, et 156, dans le dixième rang; et les numéros 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96, et 97, dans le onzième rang du dit township; appartenant à MM. Moïse Gosselin, Léandre Gosselin, Albert McLeod, Etienne Fausse, Alfred Rhéaume, Joseph Audette, Julien Campbell, Edouard Tremblay, J. B. Demers, Simoloff Molleur, J. B. Duchesneau, Prisque Cloutier, Joseph Cyr, Pierre Lagacé, Alexis Tongas, Joseph Thérien, James Bessette, Mme George Irwin, et les lots suivants portant les numéros du cadastre de la seigneurie de Noyan: 161, 162, 163, 353, et 359, appartenant à

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this ELEVENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty-nine, and in the fifty second year of Our Reign.

By Command,

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secretary.

1092

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies incorporation act, letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the ninth day of March instant, incorporating Pierre Préfontaine, merchant, Bruce Frederick Campbell, gentleman, both of the parish of Saint Hilaire, in the county of Rouville, T. Arthur Huot, notary public, and Octave Lambert, merchant, both of the parish of Saint Mathieu of Bekeil, in the county of Verchères, J. B. A. Lanthier, custom house appraiser, and Thomas Brainerd, manufacturer, both of the city of Montreal, for the purpose of building, constructing, purchasing or acquiring one or more steamboats, canal boats, barges, sail boats, and to run the same on the rivers Richelieu and Saint Lawrence and any other rivers connecting therewith, for the purpose of carrying and conveying passengers, goods and freight of any kind, specially in connection with Otterburn Park, to tow and do all that can be done by a steamboat; to own, build construct or acquire any wharf or wharves and to do all such things as may be found necessary for the carrying on their business by the name of "La compagnie de navigation de Bekeil et Saint Hilaire," with a total capital stock of four thousand dollars (\$4,000), divided into forty shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this ninth day of March, 1889.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Secretary.

1082

No. 1748.87.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Delimitation of school municipalities.

(Quebec, Revised Statutes, Art. 1973).

To detach from the school municipality of "Notre Dame des Anges de Stanbridge," in the county of Missisquoi, the following lots belonging to roman catholics bearing the numbers of the cadastre of the Township of Stanbridge, to wit:—103, 104, 118, 119, 121, 130, 132, 133, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155, and 156, in the tenth range; and number 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96, and 97, in the eleventh range of the said township belonging to MM. Moïse Gosselin, Léandre Gosselin, Albert McLeod, Etienne Fausse, Alfred Rhéaume, Joseph Audette, Julien Campbell, Edouard Tremblay, J. B. Demers, Simoloff Molleur, J. B. Duchesneau, Prisque Cloutier, Joseph Cyr, Pierre Lagacé, Alexis Tongas, Joseph Thérien, James Bessette, Mme George Irwin, and the following lots bearing the numbers of the cadastre of the seigniory of Noyan: 161, 162, 163, 353, and 359, belonging

MM. Joseph Audette, Alfred Rhéaume, James Bessette et Prisque Cloutier et annexer les lots susdits à "Saint Damien de Bedford" dans le même comté de Missisquoi, pour les fins scolaires.
1069

No. 699.88.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

DEMANDE D'ERECTION DE MUNICIPALITÉ
SCOLAIRE.

(Statuts Refondus de Québec, article 1973.)

Eriger en municipalité scolaire sous le nom de "Saint-Prosper," la municipalité du canton de Watford ouest, dans le comté de Dorchester, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par l'ordre en conseil, No. 490 en date du vingt-six septembre 1887, approuvant la résolution du conseil municipal du comté de Dorchester du 28 juin 1886 qui détermine les limites de la municipalité de Saint Léon de Standon et érige la municipalité du canton de Watford ouest.
1105

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., chap. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :
Adj. 5737.

Canton Joly.

Vente des parties ouest des lots 31 et 32 du rang A faite à Benj. A. Laporte.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 12 mars 1889.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton de Matane.

2ème rang.

½ N. O. du lot No. 8, à I. Thadée Bérubé.

Canton Laterrière.

1er rang.

Lots Nos. 8 et 9, à Ed. Girard et L. Tremblay.

Canton Percé.

5e rang

Lot No. 15, à Jas. Chs. Lenfesty.

Rang A.

Lot No. 12, à Chs. Couture.

Canton Malbaie.

1er rang Sud.

Lot No. 11, à Ant. Cotton.

2e rang Nord.

Lot No. 11, à Henry McGregor, jr.

E. E. TACHÉ,
Asst.-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 15 mars 1889.

1103

to MM. Joseph Audette, Alfred Rhéaume, James Bessette and Prisque Cloutier and to annex the aforesaid lots to "Saint Damien de Bedford" in the same county of Missisquoi, for school purposes.
1070

No. 699.88.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

APPLICATION FOR ERECTION OF SCHOOL
MUNICIPALITY.

(Quebec Revised Statutes, Article 1973.)

To erect into a school municipality under the name of "Saint Prosper," the municipality of the township of Watford West, in the county of Dorchester, with the same limits which are assigned to it by the order in council No. 490, dated twenty-sixth September, 1887, approving the resolution of the municipal council of the county of Dorchester, dated 28th June, 1886, fixing the limits of the municipality of Saint Léon de Standon, and erecting the municipality of the township of Watford West.
1106

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5737.

Township of Joly.

Sale of w pts of lots 31 and 32 in A range made to Benj. A. Laporte.

E. E. TACHE,
Assist.-Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 12th March, 1889.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Matane.

2nd range.

N. W. ½ of lot No. 8, to I. Thadée Bérubé.

Township Laterrière.

1st range.

Lots Nos. 8 and 9, Ed. Girard and L. Tremblay.

Township Percé.

5th range.

Lot No. 15, to Jas. Chs. Lenfesty.

Range A.

Lot No. 12, to Chs. Couture.

Township Malbaie.

1st range South.

Lot No. 11, to Ant. Cotton.

2nd range North.

Lot No. 11, to Henry McGregor, jr.

E. E. TACHÉ,
Asst.-Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 15th March, 1889.

1104

No. 7.89.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande de délimitation de municipalités scolaires en vertu des 51-52 Vict., chap. 36.

Détacher de la municipalité scolaire de "Sainte Dorothée, No. 2." dans le comté de Laval, le lot No. 35 et partie nord du lot No. 33, le lot No. 31, et le lot No. 30, et les annexer à la municipalité scolaire connue sous le nom de "Haut de Saint Martin," dans le même comté.

973 2

DEMANDE D'ERECTION DE MUNICIPALITE.

Statut refondus de Québec, art. 1973.

Ériger en municipalité scolaire :

1° La partie des trois premiers rangs du canton de Shenley comprise entre le canton de Dorset et la ligne qui sépare le 24e lot du 25e dans le dit canton Shenley ;

2° La partie des trois premiers rangs du dit canton de Dorset comprise entre la ligne qui sépare le 20e lot du 21e et le dit canton de Shenley ;

3° La partie des quatre premiers rangs du canton de Jersey comprise entre le canton de Marlow et le chemin appelé "grande ligne" dans le dit canton de Jersey, puis la partie des trois premiers rangs du même canton comprise entre la dite grande ligne et le seizième lot du premier rang et le lot A des second et troisième rangs d'icelui canton.

Que l'ordre en conseil du 19 septembre 1876 érigant la municipalité scolaire de "Jersey" soit rescindé et que le territoire sus-décrit soit et forme une municipalité scolaire sous le nom de "Saint-Martin de Jersey" ; dans le canton de Beauce sans altérer les procédures qui ont eu lieu sous le nom de Jersey.

Québec, 5 mars 1889.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

1003 2

1460.88

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avis de demande d'annexion de municipalité.

De détacher les lots 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 du 16ème rang du canton de Hull, comté d'Ottawa, de la municipalité scolaire de Pointe à Gatineau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Etienne de Chelsea, comté d'Ottawa.

Et de détacher les lots 9, 8, 7, 6, 5 a, 5 b, 5 c, 5 d, 4 b et 4 c dans le premier rang du canton de Wakefield, comté d'Ottawa, de la municipalité scolaire de Pointe à Gatineau, même comté, et les annexer à la municipalité scolaire de Wakefield, dans le même comté.

(Signé) GEDEON OUMET,
Surintendant.

975 2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 19 février 1889.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil par Stanislas Deslieries, écuyer, notaire, de Waterloo, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Louis Philippe Tremblay, de feu Thomas Brassard et de Joseph H. Lefebvre, écuyers, tous trois ci-devant notaires du village de Waterloo, en vertu des dispositions du code du notariat.

PH. J. JOLICÉUR,
Assistant-Secrétaire.

775 4

No. 7.89

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application for delimitation of school municipalities in virtue of 51-52 Vict., ch. 36.

To detach from the school municipality of "Sainte Dorothée No. 2," in the county of Laval, the lot No. 35 and north part of lot No. 33, lot No. 31, and lot No. 30, and to annex them to the school municipality known under the name of "Haut de Saint Martin," in the same county.

974

APPLICATION FOR ERECTION OF MUNICIPALITY.

Quebec Rec. St., art. 1973.

To erect into a school municipality :

1° The part of the three first ranges of the township of Shenley, comprised between the township of Dorset and the line which separates the 24th lot from the 25th, in the said township of Shenley.

2° The part of the three first ranges of the said township of Dorset, comprised between the line which separates the 20th lot from the twenty first and the said township of Shenley.

3° The part of the four first ranges of the township of Jersey, comprised between the township of Marlow and the road called "Grande ligne," in the said township of Jersey, and the part of the three first ranges of the same township comprised between the said "Grande ligne" and the sixteenth lot of the first range and the lot A of the second and third ranges of said township.

That the order in council of the 19th September, 1876, erecting the school municipality of "Jersey" be annulled and that the territory above described be and form a school municipality under the name of "Saint Martin de Jersey" in the county of Beauce ; without altering the proceedings which took place under the name of Jersey.

Québec, 5th March, 1889.

1004
GEDEON OUMET,
Superintendent

No. 1460.88.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice of Petition to annex municipality.

To detach lots 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 and 26, of the 16th range of the township of Hull, county of Ottawa, from the school municipality of Pointe à Gatineau, and to annex the same to the school municipality of Saint Etienne de Chelsea, county of Ottawa.

And to detach lots 9, 8, 7, 6, 5 a, 5 b, 5 c, 5 d, 4 b and 4 c in the first range of the township of Wakefield, county of Ottawa, from the school municipality of Pointe à Gatineau, of the same county, and to annex the same to the school municipality of Wakefield, in the same county.

(Signed) GEDEON OUMET,
Superintendent.

976

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 19th February, 1889.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in Council by Stanislas Deslieries, esquire, notary, of Waterloo, praying that the minutes, repertory and index of the late Louis Philippe Tremblay, Thomas Brassard and Joseph Lefebvre, esquires, all three heretofore notaries, of the village of Waterloo, be transferred, to him under the provisions of the notarial code.

PH. J. JOLICÉUR,
Assistant Secretary.

776

*Relatifs aux avis de Bills Privés.**Relating to notices for Private Bills*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for all other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of print-

de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

35 2

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou

ing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

36

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abatments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a draw-bridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to

quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

" Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en précisant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. "

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. "

" Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs. "

37 2 L. DELORME,
Greffier de l'Assemblée Législative

any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets

In the event of the promoters complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

38 L. DELORME,
Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

AVIS

La société existant ci-devant entre T. James Claxton et John Cridiford, tous deux de la cité de Montréal, comme marchands de bois à New Glasgow, comté de Terrebonne, sous la raison sociale de la New Glasgow Lumber Company, ayant été dissoute par consentement, avis est par ces présents donné que les affaires se feront sous la même raison sociale par les soussignés.

T. JAMES CLAXTON,
FRED. J. CLAXTON.
Montréal, 11 mars 1889. 1093

Extrait de l'état des dépenses d'élection encourues par et pour Andrews Johnson, écuyer, à l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de Mégantic, à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, savoir :

Loyer de chambres de comité, messages, charretiers, impression, listes électorales et dépenses personnelles..... \$696.13.
(Signé), D. L. LAROSE,
Agent.

Certifié correct,
W. H. LAMBLY,
Officier-rapporteur, 1085

Miscellaneous Notices

NOTICE.

The partnership heretofore existing between T. James Claxton and John Cridiford, both of the city of Montreal, as lumber merchants at New Glasgow, in the county of Terrebonne, under the name and style of the New Glasgow Lumber Company, having been dissolved by mutual consent, notice is hereby given that the business will be henceforward carried on under the same style and name by the undersigned.

T. JAMES CLAXTON,
FRED J. CLAXTON.
Montreal, 11th March, 1889. 1094

Extract from the statement of the election expenses incurred by and on behalf of the agent Andrew Johnson, esquire, at the election of a member to represent the electoral district of Megantic in the Legislative Assembly of the Province of Quebec, viz :

Rent of committee rooms, messages, carters, printing, voters lists and personal expenses, \$696.13.
(Signed), D. L. LAROSE,
Agent.

Certified correct,
W. H. LAMBLY,
Returning-Officer. 1086

Extrait de l'état des dépenses d'élection encourues par et pour le candidat l'honorable William Rhodes, à l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de Mégantic, à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, savoir :

Pour messages, charretiers, impression, listes électorales et orateurs..... \$944.61
(Signé) F. T. SAVOIE,
Agent.

Certifié correct.

W. H. LAMBLY,
Officier-rapporteur.

Inverness, 9 mars 1889. 1087

Province de Québec,)
District de Richelieu.) *Cour Supérieure.*
No. 3309.

Dame Odile Martel, épouse de Joseph Bazinet, de la ville de Sorel, dans le district de Richelieu, manufacturier et propriétaire de moulins,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Bazinet, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée.

Sorel, 15 octobre 1888.

1083 E. A. D. MORGAN,
Procureur de la demanderesse.

AVIS PUBLIC

The Live Stock Insurance Coy. (Ltée) en liquidation volontaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la susdite compagnie sont par le présent requises de les produire entre les mains du soussigné sous un mois de cette date.

Par ordre,
WM. CUNNINGHAM,
Secrétaire.

114, rue Saint-Etienne.
Montréal, 12 mars 1889. 1119

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ainsi créer en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Montreal Café Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de tenir des cafés, salles à manger et hôtels de tempérance.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la compagnie est de douze mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de douze cents, de dix piastres chacune.

6° Les noms, résidences et professions des requérants sont : William D. Stroud, marchand, Walter Paul, épiciier, James McBride, échevin, marchand, Edgar Judge, marchand, Révérend J. Cooper Antliff, D. D., ecclésiastique, Alexander C. Leslie, marchand, révérend George H. Wells, D. D., ecclésiastique, Charles J. Fleet, avocat, David Cowan Barker, marchand, Jonathan Hodgson, marchand, George Sumner, marchand, J. Murray Smith, gérant de banque, George Hague, banquier, et Andrew Allan, propriétaire de navires, tous de la dite cité de Montréal. Les susdits William D. Stroud, Walter Paul, L'échevin James McBride, Edgar Judge, révérend J. Cooper Antliff, D. D., Alexander C. Leslie, révérend George H. Wells, D. D., Charles J. Fleet et David Cowan Barker, tous résidant à Montréal et sujets de Sa

Extract from the statement of the election expenses incurred by and on behalf of the candidate, the Honorable William Rhodes at the election of a member to represent the electoral district of Mégantic in the Legislative Assembly of the Province of Québec, viz :

For messages, carters, printing, electoral lists and speakers..... \$944.61
(Signed by) F. T. SAVOIE,
Agent.

Certified correct.

W. H. LAMBLY,
Returning-Officer.

Inverness, 9th March, 1889. 1088

Province of Québec,)
District of Richelieu.) *Superior Court.*
No. 3309.

Dame Odile Martel, wife of Joseph Bazinet, of the town of Sorel, in the district of Richelieu, manufacturer and mill owner,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Bazinet, Défendeur.
An action in separation as to property has been instituted this day.

Sorel, 15th October, 1888.

1084 E. A. D. MORGAN,
Attorney for plaintiff.

PUBLIC NOTICE

The Live Stock Insurance Co'y (Ltd.) in voluntary liquidation.

All parties having claims against the above company, are hereby required to file them with the undersigned within one month from this date.

By order,
WM. CUNNINGHAM,
Secretary.

114, Saint Etienne street.
Montreal, 12th March, 1889. 1120

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council by the persons hereinafter named for letters patent under the joint stock companies' Incorporation Act constituting them and all others who may become shareholders in the company thereby created a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1° The corporate name of the proposed company is to be "The Montreal Café Company."

2° The object for which incorporation is sought is the maintaining and operation of cafés, lunch room and temperance hotels.

3° The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4° The proposed amount of the capital stock of the company is twelve thousand dollars.

5° The number of shares is twelve hundred, of ten dollars each.

6° The names, addresses and callings of the applicants are : William D. Stroud, merchant, Walter Paul, grocer, Alderman James McBride, merchant, Edgar Judge, merchant, the Reverend J. Cooper Antliff, D. D., clergyman, Alexander C. Leslie, merchant, the Reverend George H. Wells, D. D., clergyman, Charles J. Fleet, advocate, David Cowan Barker, merchant, Jonathan Hodgson, merchant, George Sumner, merchant, J. Murray Smith, bank manager, George Hague, banker, and Andrew Allan, ship owner, all of the said city of Montreal. The aforesaid William D. Stroud, Walter Paul, Ald. James McBride, Edgar Judge, Rev. J. Cooper Antliff, D. D., Alexander C. Leslie, Rev. George H. Wells, D. D., Charles J. Fleet and David Cowan Barker, all of whom are residents of Mon-

Majesté, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

MACLAREN, LEET, SMITH & SMITH,
Procureurs des réquerants.
Montréal, 11 mars 1889. 1121

Canada,
Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 4119.

Dame Aglaé Royreau dit Laliberté, de la ville de Farnham, district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph Guilbert, manufacturier, du même lieu, et judiciairement autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Guilbert, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre son dit époux.

J. S. POULIN,
Avocat de la Demanderesse.
Sweetsburg, 20 février 1889. 985 2

COMPAGNIE DE CHEMIN A BARRIERE
DE SHERBROOKE ET MAGOG.

Avis est par le présent donné que, conformément à une requisition signée par les parties ayant au-dessus d'un tiers des actions de la compagnie de chemin à barrière de Sherbrooke et Magog, je convoque une assemblée spéciale et générale des actionnaires de la dite compagnie, qui aura lieu au bureau de la Banque des Cantons de l'Est, dans la cité de Sherbrooke, à quatre heures de l'après-midi, le vingtième jour de mars courant, dans le but de prendre en considération l'a-propos de transporter et donner au Conseil Exécutif de la Province de Québec tous les droits au chemin à barrière fait par la compagnie, entre Sherbrooke et Magog et à la possession d'icelui, et aussi la charte de la compagnie.

R. W. HENEKER,
Président et seul Directeur survivant de la Compagnie de chemin à barrière de Sherbrooke & Magog.
Sherbrooke, 4 mars 1889. 991 2

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 539.

Dame Marie Euphrosine Haineault, épouse d'Ubalde Archambault, cultivateur de la paroisse de Saint-Timothée, dit district, a instituée, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

THOS. BROSSOIT,
Avocat de la Demanderesse.
Beauharnois, 10 décembre 1888. 1033 2

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Dans la Cour Supérieure*
No. 55.

Dame Sophie Dubreuil, du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, épouse de Jean-Baptiste Brousseau, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Jean-Baptiste Brousseau, marchand, du dit canton de Ditton, dans le dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-cinquième jour de février dernier.

PANNETON & MULVENA,
Sherbrooke, 5 mars 1889. 1011 2

Canada,
Province de Québec, }
District de Québec. }

Avis public est par le présent donné, que, en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, sous un mois après la dernière publication de cet

treat and subjects of Her Majesty, are to be the first directors of said company.

McLAREN, LEET, SMITH & SMITH,
Attorneys for applicants.
Montreal, 11th March, 1889. 1122

Canada,
Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 4119.

Dame Aglaé Royreau dit Laliberté, of the town of Farnham, district of Bedford, wife common as to property of Joseph Guilbert, of the same place, manufacturer, judicially authorized to *ester en justice*,

vs

The said Joseph Guilbert, Defendant.
An action in separation of property has, this day, been instituted in this cause.

J. S. POULIN,
Plaintiff's Attorney.
Sweetsburg, 20th February, 1889. 986

SHERBROOKE & MAGOG TURNPIKE ROAD
COMPANY.

Notice is hereby given that in pursuance of a requisition signed by parties holding upwards of one third of the stock of the Sherbrooke and Magog Turnpike Road Company, I hereby call a special general meeting of the stockholders of said company to be held in the office of the Eastern Townships Bank, in the city of Sherbrooke, at four of the clock in the afternoon, on the twentieth day of March instant, for the purpose of taking into consideration the expediency of transferring and surrendering to the Executive Council of the Province of Quebec, all rights to the turnpike road constructed by the company between Sherbrooke and Magog, and to the possession thereof, and also the charter of the company.

R. W. HENEKER,
President and sole surviving Director of the Sherbrooke and Magog Turnpike Road Company.
Sherbrooke, 4th March, 1889. 992

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 539.

Dame Marie Euphrosine Haineault, wife of Ubalde Archambault, farmer of the parish of Saint Timothée, said district, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

THOS. BROSSOIT,
Attorney for Plaintiff.
Beauharnois, 10th December, 1888. 1034

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*
No. 55.

Dame Sophie Dubreuil, of the township of Ditton, in the district of Saint Francis, wife of Jean Baptiste Brousseau, merchant of the same place, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs.

Jean Baptiste Brousseau, merchant of the said township of Ditton, in the said district, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty fifth February last.

PANNETON & MULVENA,
Sherbrooke, 5th March, 1889. 1012

Canada,
Province of Quebec, }
District of Quebec. }

Public notice is hereby given that an application will be made, in pursuance of the Joint Stock Company Incorporation act within one month after the

avis, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, par les personnes ci-après mentionnées, pour obtenir des Lettres Patentes sous le grand sceau, leur octroyant une charte, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie créée par la dite charte, en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions du susdit acte.

Le nom proposé de la compagnie est "The Thetford Asbestos Mining Company."

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de posséder des immeubles dans le but d'exploitation des mines et d'y faire les affaires des mines.

L'endroit dans les limites de la province où les opérations de la dite compagnie se feront sera à Thetford Mines et dans les environs du comté de Mégantic, district d'Arthabaska, où sera la principale place d'affaires de la dite compagnie.

Le montant du fonds social proposé de la dite compagnie sera de \$200,000.

Le nombre d'actions sera de 2,000, de \$100 chacune.

Les noms au long et résidences de chacun des requérants sont comme suit: Arthur H. Murphy, écuyer, de la cité de Montréal, John T. Wilson, marchand, de la cité de Montréal, William S. Paterson, marchand, de la cité de Montréal, Robert W. Paterson, écuyer, de New-York, Henry C. Eno, médecin, de la cité de New-York, et John C. Eno, écuyer, de la cité de Québec. Arthur H. Murphy, William S. Paterson et John C. Eno seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

Québec, 21 février 1889.

833 3

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
No. 1830.

Dame Joséphine Gauthier dit Landreville, de la ville et du district de Joliette, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Pierre Cusson dit Desormiers, tailleur de pierre, du même lieu.

J. MARTEL,

Avocat de la Demanderesse.

Joliette, le 2 février 1889. 843 4

Québec. }
No. 571. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Alphonsine Bégin, de Québec, épouse d'Achille Prudent Caron, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Achille Prudent Caron, de Québec,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

W. J. MILLER,

Proc. de la Demanderesse.

Québec, 5 mars 1889. 1039 2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 825.

Dame Guta Rebecca Mecklenburg, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; contre Jacob Roshegolsky *alias* Rogalsky, du même lieu, commerçant, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, le quatorze février 1889.

T. C. DE LORIMIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 mars 1889. 1053 2

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, devant la dite cour par Dame Aglaé Chevalier, de la ville et du district d'Iberville, épouse de Joseph Napoléon Martel, cultivateur et agent d'as-

last publication of this notice to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec by the persons hereinafter mentioned, to obtain Letters Patent under the great seal, granting them a charter, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company created by the said charter, a body politic and corporate under the provisions of the above act.

The proposed name of the company is "The Thetford Asbestos Mining Company."

The object for which the incorporation is sought is the holding of real estate for mining purposes and the carrying on, on such estate, of the business of mining.

The place within the limits of the Province where the operations of the said company will be carried on, is Thetford Mines and neighborhood in the county of Mégantic, district of Arthabaska, where the chief place of business of the said company will be.

The proposed amount of the capital stock of the said company is \$200,000.

The number of shares shall be 2,000 and the amount of each share \$100.

The names in full and addresses of each of the applicants are as follows: Arthur H. Murphy of the city of Montreal, esquire, John T. Wilson, of the city of Montreal, merchant, William S. Paterson, of the city of Montreal, merchant, Robert W. Paterson, esquire, of New-York, Henry C. Eno, of the city of New-York, physician, and John C. Eno, of the city of Quebec, esquire; of whom Arthur H. Murphy, William S. Paterson and John C. Eno are to be the first directors of the said company.

Québec, 21st February, 1889.

834

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *In the Superior Court.*
No. 1830.

Joséphine Gauthier dit Landreville, of the town and district of Joliette, has, this day, instituted an action of separation of property, against her husband, Pierre Cusson dit Desormiers, stone cutter, of the same place.

J. MARTEL,

Plaintiff's attorney.

Joliette, this 2nd February, 1889. 448

Quebec. }
No. 571. } *Superior Court.*

Dame Marie Alphonsine Bégin, of Quebec, wife of Achille Prudent Caron, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff;

vs.

The said Achille Prudent Caron, of Quebec,

Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

W. J. MILLER,

Atty. for Plaintiff.

Quebec, 5th March, 1889. 1040

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 825.

Dame Guta Rebecca Mecklenburg, of the city and district of Montreal, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; against Jacob Roshegolsky *alias* Rogalsky, of the same place, trader.

An action for separation as to property has been taken, in this case, on the 14th February, 1889.

T. C. DE LORIMIER,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 5th March, 1889. 1054

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

An action for separation as to property has been instituted, this day, before the said Court, by Dame Aglaé Chevalier, of the town and district of Iberville, wife of Joseph Napoléon Martel, of the same

urance, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, contre le dit Joseph Napoléon Chevalier.

PARADIS & CHASSE,
Avocats de la Demanderesse.
Saint-Jean, 19 février 1889. 907 3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 433.

Dame Sarah Ann Hall, des cité et district de Montréal, épouse de Jean Baptiste Archibald Cousineau, commerçant, du même lieu, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

ARCHAMBAULT, BERGERON & MIGNAULT,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 25 février 1889. 915 3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Emilie Stanford, des cité et district de Montréal, épouse de Michel Roy, du même lieu, tapisier, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

Le dit Michel Roy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

ROBT. STANLEY WEIR,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 16 février 1889. 777 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marguerite Brennan, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Leclerc, ci-devant commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

Joseph Leclerc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.
PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,
807 4 Avocats de la Demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dame H. J. Taylor, Demanderesse ;

Robert Pinkerton, Défendeur.
Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.
ATWATER & MACKIE,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 5 janvier 1889. 657 5

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Kamouraska. }
No. 1159.

Lucie Rousseau, de la paroisse des Trois-Pistoles, épouse de David Déry, marchand, du dit lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

David Déry, marchand, des Trois-Pistoles, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de février 1889.

LEBEL & DESSAINT,
Procureurs de la Demanderesse.
Fraserville, 4 février 1889. 663 5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }

Dame Marie Louise Brunelle a institué une action en séparation de biens contre son époux, Narcisse Desrosiers, voiturier, de Saint Marcel.

A. A. BRUNEAU,
Avocat de la Demanderesse.
Sorel, 1er février 1889. 659 5

place, farmer and insurance agent, duly authorized to ester en justice, against the said Joseph Napoléon Martel.

PARADIS & CHASSE,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Johns, 19th February, 1889. 908

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 433.

Dame Sarah Ann Hall, of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Archibald Cousineau, trader, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

ARCHAMBAULT, BERGERON & MIGNAULT,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 25th February, 1889. 916

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Emilie Stanford, of the city and district of Montreal, wife of Michel Roy, of the same place, upholsterer, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

The said Michel Roy, Defendant.
An action en séparation de biens has, this day, been instituted, herein.

ROBT. STANLEY WEIR,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 16th February, 1889. 778

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marguerite Brennan, of the city and district of Montreal, wife commune en biens of Joseph Leclerc, heretofore trader, of the same place, Plaintiff ;

Joseph Leclerc, Defendant.
An action en séparation de biens has been instituted this day, by the plaintiff against the defendant.
PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,
808 Attorneys for Plaintiff.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
Dame H. J. Taylor, Plaintiff ;

Robert Pinkerton, Defendant.
Notice is hereby given that an action en séparation de biens has been instituted in this cause.
ATWATER & MACKIE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 5th January, 1889. 658

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Kamouraska. }
No. 1159.

Lucie Rousseau, of the parish of Trois-Pistoles, wife of David Déry, merchant, of said place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

David Déry, merchant, of Trois-Pistoles, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause on the fourth day of February, 1889.

LEBEL & DESSAINT,
Attorneys for Plaintiff.
Fraserville, 4th February, 1889. 664

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }

Dame Marie Louise Brunelle has instituted a demand for separation as to property against her husband, Narcisse Desrosiers, carriage maker, of Saint Marcel.

A. A. BRUNEAU,
Atty. for Plaintiff.
Sorel, 1st February, 1889. 660

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No. 2603. } *Cour Supérieure.*
 Dame Marie Fontaine, épouse commune en biens de
 Noël Bonin, hôtelier, des cité et district de Mon-
 tréal, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Noël Bonin, Défendeur.

La demanderesse a intenté une action en sépara-
 tion de biens contre le défendeur en cette cause.

AUGÉ & LAFORTUNE,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 1er février 1889. 669 5

Province of Quebec, }
 District of Montreal, }
 No. 2603. } *Superior Court.*
 Dame Marie Fontaine, wife common as to pro-
 perty of Noel Bonin, hotel keeper, of the city and
 district of Montreal, duly authorized to ester en
 justice,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Noel Bonin ; Défendant.

The Plaintiff has instituted an action for separa-
 tion as to property, against the defendant in this
 cause.

AUGÉ & LAFORTUNE,
 Attorneys for Plaintiff

Montreal, 1st February, 1889. 670

Avis de Faillite

Province de Québec, }
 District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Georges DuBerger, Failli.
 Avis est par le présent donné que, le dix-neu-
 vième jour de février courant (1889), par ordre de
 la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit
 failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet
 pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être déposées à mon
 bureau sous un mois.

Malbaie, 25 février 1889.

1075 ELIE ANGERS,
 Curateur.

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 Frederic J. Claxton et al., Requérents ;
 et

P. L. Guillemette, Failli.
 Avis est par le présent donné que, P. L. Guille-
 mette, marchand de la ville de Saint-Jérôme, district
 de Terrebonne, le 7ième jour de mars 1889, a fait
 abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
 ciers au bureau du protonotaire de la Cour Supé-
 rieure à Saint-Scholastique, dit district.

Daté à Montréal, ce 11ième jour de mars 1889.

1095 A. G. B. CLAXTON,
 Avocat pour les requérents.

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Dans la Cour*
 No. 41. } *Supérieure.*
 Silas T. Duclos et al., Requérents ;
 vs.

Isaïe Fréchette, de la cité de Saint-Hyacinthe, dans
 le district de Saint-Hyacinthe, fabricant de
 chaussures, et y faisant affaires sous la raison
 de James Aird & Co., Cédant.

Avis est par le présent donné que, je soussigné,
 ai le 7 mars 1889, fait au bureau du protonotaire de
 la Cour Supérieure, pour le dit district, une cession
 judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes
 créanciers.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce sept mars 1889.

1099 ISAÏE FRECHETTE.

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 In re Napoléon Ducharme, hôtelier, de la ville Sala-
 berry de Valleyfield, dit district, Failli ;

Je, soussigné, J. Arthur Lapointe, comptable, de la
 ville de Beauharnois, dit district, ai été nommé
 curateur aux biens du dit Napoléon Ducharme, par
 décision de l'honorable juge L. Bélanger, en date
 de ce jour.

Les créanciers du dit Napoléon Ducharme, sont

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Saguenay. } *Superior Court.*
 In re Georges DuBerger, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the nineteenth
 day of February instant, (1889), by order of the
 court, I was appointed curator to the estate of the
 said insolvent, who has made a judicial abandon-
 ment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one
 month.

Malbaie, 25th February, 1889.

1076 ELIE ANGERS,
 Curator.

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 Frederic J. Claxton et al., Petitioners ;
 and

P. L. Guillemette, Insolvent.
 Notice is hereby given that P. L. Guillemette,
 trader, of the town of Saint Jerome, in the district
 of Terrebonne, did on the seventh day of March
 instant, in the office of the prothonotary of the Su-
 perior Court at Saint Scholastique, said district,
 make a judicial abandonment of his property for the
 benefit of his creditors.

Dated at Montreal, this eleventh day of March,
 1889.

1096 A. G. B. CLAXTON,
 Attorney for petitioners.

Province of Quebec, }
 District of Saint-Hyacinthe. } *In the Superior Court.*
 No. 41. }
 Silas T. Duclos et al., Plaintiffs ;
 vs.

Isaïe Fréchette, of the city of Saint Hyacinth, in
 the district of Saint Hyacinth, boot and shoe
 manufacturer, and carrying on his trade in said
 city, under the style of James Aird & Co.,
 Defendant.

Notice is hereby given that I, the undersigned,
 on the seventh day of March of 1889, in the office
 of the prothonotary, of the Superior Court, of said
 district, have made a judicial abandonment of my
 property for the benefit of my creditors.

Dated at Saint Hyacinth, this seventh day of
 March, 1889.

1100 ISAÏE FRECHETTE.

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 In re Napoléon Ducharme, hotel keeper, of the town
 of Salaberry de Valleyfield, said district,
 Insolvent.

I, the undersigned, J. Arthur Lapointe, accoun-
 tant, of the town of Beauharnois, said district, have
 been appointed curator to the estate of the said
 Napoléon Ducharme, by decision of honorable
 justice L. Bélanger, dated this day.

The creditors of said Napoléon Ducharme, are

requis de produire leurs réclamations à mon bureau dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

J. A. LAPOINTE,
Curateur.
1107

Beauharnois, 11 mars 1889.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 86.

Daniel McLean, Demandeur ;

vs.

Napoléon J. Bertrand, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le septième jour de mars courant, le défendeur a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Saint-François.

W. L. SHURTLEFF,
Procureur du demandeur.

Sherbrooke, 8 mars 1889. 1077

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de F. L. Déry, de Saint-Hilaire.

Failli.

Avis est par le présent donné que, le 7ème jour de mars 1889, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous un mois.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montréal, 8 mars 1889. 1071

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Alexandre Tyo, de Dundee,

Failli ;

et

J. A. Lapointe, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à mon bureau à partir du vingt sept mars courant.

J. A. LAPOINTE,
Curateur.

Beauharnois, 11 mars 1889. 1109

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de A. R. Laprairie, jr., de Montréal.
Failli.

Avis est par le présent donné en vertu de l'Article 770 du Code de Procédure Civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié, par ordre de la cour supérieure, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles du dit failli en cette affaire, abandonnés par lui pour le bénéfice de ses créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, Fraser Buildings, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

Daté à Montréal, ce treizième jour de mars 1889.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
1141

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska. }

Dans l'affaire de T. L. Brown, de Inverness, P. Q.,
Failli.

Avis est par le présent donné en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié par ordre de la cour supérieure, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles

requested to file their claims at my office within a delay of thirty days from the date of the present notice.

J. A. LAPOINTE,
Curator.
1108

Beauharnois, 11th March, 1889.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 86.

Daniel McLean, Plaintiff ;

vs.

Napoléon J. Bertrand, Defendant.

Notice is hereby given that on the seventh day of March instant, the defendant made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary in the superior court for the district of Saint Francis.

W. L. SHURTLEFF,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 8th March, 1889. 1078

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In re : F. L. Déry, Saint Hilaire,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on 7th day of March, 1889, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes Sq.
Montreal, 8th March, 1889. 1072

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In the matter of Alexander Tyo, of Dundee,

Insolvent.

and

J. A. Lapointe, Curator.

A first and final sheet of collocation has been prepared in this cause ; collocations will be payable at my office from the twenty seventh March, instant.

J. A. LAPOINTE,
Curator.

Beauharnois, 11th March, 1889. 1110

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of A. R. Laprairie, jr., of Montreal.
Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of Article 770 of the Code of Civil Procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was, by order of the said court appointed to be curator to the property and effects, real and personal, of the said insolvent in this matter, abandoned by him for the benefit of his creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser Buildings, 43 Saint Sacrement street, Montreal, within a delay of thirty days.

Dated at Montreal, this thirteenth day of March, 1889.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
1142

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }

In the matter of T. L. Brown, of Inverness, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was by order of the said court appointed to be curator to the property and effects, real and perso-

du dit failli en cette affaire abandonnés par lui pour le bénéfice de ses créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi dans mon bureau, Fraser Buildings, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

Daté à Montréal, ce treizième jour de mars 1889.

1139 JOHN McD. HAINS, Curateur.

Province de Québec }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Louis J. E. G. Piché *et al.*, Demandeurs ;
vs.
Walter W. Beckett *et al.*, Défendeurs et faillis.

Nous, soussignés, curateur-conjoint nommés aux biens de W. W. Beckett *et al.*, défendeurs, donnons avis par le présent qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, conformément au jugement de l'Hon. M. le juge Brooks, le 28ème jour de février 1889, et conformément à l'article 772-A du Code de Procédure Civile, sujet à objection jusqu'au 5ème jour d'avril 1889, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

Daté à Sherbrooke, 15 mars 1889.

A. McKAY,
J. J. GRIFFITH,
Curateur-conjoint.

Bureau de Millier & Griffith,
Comptables et auditeurs, Sherbrooke. 1147

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de L. J. Beliveau & Cie., Faillis :

Un quatrième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au vingt-sixième jour de mars courant, après laquelle date les dividendes seront payés dans mon bureau.

GEORGE BURY,
Syndic.

85, rue Saint-Jacques,
Montréal, 13 mars, 1889. 1153.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Mathieu & Gagnon, de Montréal, Faillis.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable dans notre bureau le ou après le 8 avril 1889.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur-conjoint.

7, Place d'Armes.
Montréal, 16 mars 1889. 1145

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Markus Markus, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'Article 770 du Code de Procédure Civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié, par ordre de la cour supérieure, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles du dit failli en cette affaire, abandonnés par lui pour le bénéfice de ses créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, Fraser Buildings, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

Daté à Montréal, ce treizième jour de mars 1889.

1137 JOHN McD. HAINS, Curateur.

nal, of the said insolvent in this matter, abandoned by him for the benefit of his creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser Buildings, 43, Saint Sacrement street, Montreal, within a delay of thirty days.

Dated at Montreal, this thirteenth day of March, 1889.

1140 JOHN McD. HAINS, Curator.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Louis J. E. G. Piché *et al.*, Plaintiffs ;
vs.
Walter W. Beckett *et al.*,

Defendants and insolvents.

We, the undersigned, joint curator appointed to the property of W. W. Beckett *et al.*, Defendants, do hereby give notice that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, according to the judgment of Hon. Mr. Justice Brooks of 28th February, 1889, and pursuant to article 772-A of the Code of Civil Procedure, open to objection until the 5th day of April, 1889, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

Dated at Sherbrooke, 15th March, 1889.

A. McKAY,
J. J. GRIFFITH,
Joint Curator.

Office of Millier & Griffith,
Accountant and auditors, Sherbrooke. 1148

INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMENDING ACTS.

In the matter of L. J. Beliveau & Co., Insolvents.

A fourth and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until the twenty sixth day of March instant, after which dividend will be paid at my office.

GEORGE BURY,
Assignee.

85, Saint James Street,
Montreal, 13 March, 1889. 1154

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In re Mathieu & Gagnon, of Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 8th April, 1889.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint Curator.

7, Place d'Armes Sq.
Montreal, 16th March, 1889. 1146

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Markus Markus, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of Article 770 of the Code of Civil Procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was, by order of the said court appointed to be curator to the property and effects, real and personal, of the said Insolvent in this matter, abandoned by him for the benefit of his creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser Buildings, 43 Saint Sacrement street, Montreal, within a delay of thirty days.

Dated at Montreal, this thirteenth day of March, 1889.

1138 JOHN McD. HAINS, Curator.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de F. F. Ferland, de Montréal,
 Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13^e jour de mars 1889, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur-conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateur-conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,
 7, Place d'Armes.
 Montréal, 13 mars 1889. 1143

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de Fred. A. L'Allemand, de Montréal, failli.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur en cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
 Curateur.

Hamilton Chambers,
 17, rue Saint-Jean.
 Montréal, 13 mars 1889. 1135

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 205. }

George Wilson, Demandeur ;

vs

David Rea, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, je, soussigné, David Rea, des cité et district de Montréal, importateur et marchand de cuirs de fantaisie, fournitures &c., le 7^{ème} jour de mars 1889, ai fait un abandon judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du dit district.

Daté à Montréal, ce 7^e jour de mars 1889.
 1149 DAVID REA.

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
In re Joachim Laberge, de Chateauguay, P. Q.,
 Failli.

Avis est par le présent donné, que le 12^{ème} jour de mars 1889, par ordre de la cour, nous avons été nommé curateur conjoint des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

THOMAS GAUTHIER,
 HECTOR PARENT,
 Curateur conjoint.

Bureau de Gauthier & Parent,
 145, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 13 mars 1889. 1155

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame Rose Ann O' Cain, de Saint-Jean, P. Q. Faillie ;

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1^{er} avril 1889.

Ce dividende sera payable à mon bureau le et après le 2 avril 1889.

J. O'CAIN,
 Curateur.

Bureau No. 1, rue Saint-Georges,
 Saint-Jean, P. Q., 13 mars, 1889. 1157

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re F. F. Ferland, Montreal.

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th day of March, 1889, by order of the Court, we were appointed Joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curator.

Office of Kent & Turcotte,
 7 Place d'Armes, sq.,
 Montreal, 13th March, 1889. 1144

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of Fred. A. L'Allemand, of Montreal, insolvent.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
 Curator.

Hamilton Chambers,
 17, Saint John Street.
 Montreal, 13th March, 1889. 1136

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 205. }

George Wilson, Plaintiff ;

vs

David Rea, Defendant.

Notice is hereby given that I, the undersigned, David Rea, of the city and district of Montreal, importer and dealer in fancy leathers, findings &c. on the 7th day of March, 1889, in the office of the protonotary of the Superior Court of the said district have made a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

Dated at Montreal, this 7th day of March, 1889.
 1150 DAVID REA.

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In re Joachim Laberge, of Chateauguay, P. Q.,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th day of March, 1889, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

All claims must be filed at our office within one month.

THOMAS GAUTHIER,
 HECTOR PARENT,
 Joint curator.

Office of Gauthier & Parent,
 145, St. James street.
 Montreal, 13th March, 1889. 1156

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*

In the matter of Dame Rose Ann O' Cain, of Saint Johns, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the first of April next.

This dividend will be payable at my office on and after the 2nd day of April, 1889.

J. O'CAIN,
 Curator.

Office, No. 1, Saint George street,
 Saint Johns, P. Q., 13th March, 1889. 1158

ACTE DE FAILLITE DE 1875
ET AMENDEMENTS.

Cour Supérieure.

In re Marc Larose, commerçant, de la cité de Montréal, Failli.

Le seize avril prochain le dit failli s'adressera à la cour supérieure à Montréal, pour obtenir sa décharge en vertu du dit acte.

MERCIER BEAUSOLEIL
CHOQUET & MARTINEAU.

Avocats du dit Failli.

Montréal, 5 mars 1889.

1041 2

INSOLVENT ACT OF 1875
AND AMENDMENTS.

Superior Court.

In re Marc Larose, trader, of the city of Montreal, Insolvent.

On the sixteenth April next, the said insolvent will apply to the Superior Court, at Montreal, to obtain his discharge in virtue of the said act.

MERCIER BEAUSOLEIL
CHOQUET & MARTINEAU.

Attorney's for said Insolvent.

Montreal, 5th March, 1889.

1042

Vente d'immeubles en vertu des Actes
concernant la Faillite.

AVIS DE FAILLITE.

Dans l'affaire de Daoust frères, bouchers, Montréal. Les soussignés vendront par encan à leur bureau, 7 Place d'Armes, Montréal, LUNDI, 8 AVRIL 1889 à MIDI, l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé au coin des rues Saint Laurent et Roy, dans la ville de Montréal, avec magasin en briques, maison et autres bâtisses sus érigées.

Le lot est connu comme le No. officiel 1018 du plan du cadastre pour le quartier Saint-Louis, et contient 44 pieds de front sur la rue Saint-Laurent et 43 pieds sur la rue Saint-Dominique, par 145 pieds de profondeur, mesure anglaise ; est borné au nord par la rue Roy et au sud par les Nos. du cadastre 1017 et 1015 ; la maison porte le No. 623 rue Saint-Laurent.

L'immeuble sera vendu sujet au hypothèques et autres charges dont il peut être grévé à ce jour.

KENT & TURCOTTE,

7, Place d'Armes, Montréal.

T. J. POTTER,
Encanteur.

1097

Règles de Cour

Province de Québec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 86.

Le septième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Devant l'honorable juge Brooks.

Daniel McLean, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, marchand en gros,

Demandeur ;

Napoléon J. Bertrand, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, fabricant de harnais,

Défendeur.

Le défendeur ayant fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, il est ordonné aux créanciers du défendeur de s'assembler au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, le vingt-sixième jour de mars courant, à deux heures de l'après-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur, et sur toutes affaires qui peuvent leur être légalement soumises. L'avis de l'heure et de l'endroit de l'assemblée, devra être publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans le *Coaticook Observer* et dans le *Pionnier*, une semaine avant la dite assemblée ; et les créanciers dont les noms sont sur la liste des créanciers, seront spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de l'assemblée.

(Signé),

E. T. BROOKS,

J. C. S.

Vraie copie.

W. L. SHURTLEFF,

Procureur du demandeur.

1079

Sales of Real Estate under Insolvent
Acts

INSOLVENT NOTICE.

In the matter of Daoust frères, Butchers, Montreal. The undersigned will sell by auction at their office, 7 Place d'Armes, Sq., Montreal, on MONDAY, the 8th of APRIL, 1889, at NOON, the following property.

A lot of land situate on the corner of Saint Lawrence and Roy streets, in the city of Montreal, with a brick shop, dwelling and other buildings thereon erected.

The lot is known as official No. 1018 on the cadastral plan for Saint Louis ward, and contains 44 feet front on Saint Lawrence street and 43 feet in rear on Saint Dominique street, 145 feet depth, english measure and is bounded on the north by Roy street and on the south by cadastral Nos. 1017 and 1015 ; the street No. is 623 Saint Lawrence.

The above immoveable will be sold subject to the mortgages and other charges which may affect it.

KENT & TURCOTTE,

7, Place d'Armes, Montreal.

T. J. POTTER,
Auctioneer.

1098

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*
No. 86.

The seventh day of March, one thousand eight hundred and eighty nine.

Before the Honorable Justice Brooks.

Daniel McLean, of the city of Toronto, in the province of Ontario, wholesale trader,

Plaintiff ;

Napoléon J. Bertrand, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, harness maker,

Defendant.

The defendant having, this day, made an abandonment of property for the benefit of his creditors ; the creditors of defendant are ordered to appear at the court house, in the city of Sherbrooke, on the twenty eighth day of March instant, at the hour of two in the afternoon, to give their advice respecting the appointment of a curator, and upon all matters that may be legally submitted. The notice of the time and place of meeting to be inserted once in the *Quebec Official Gazette*, the *Coaticook Observer* and *Le Pionnier*, one week previous thereto, and the creditors whose names appear in the schedule of creditors to be specially notified of the time and place of meeting.

(Signed),

E. T. BROOKS,

J. S. C.

A true copy.

W. L. SHURTLEFF,

Attorney for plaintiff

1080

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 1996.

Le premier jour de mars mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Présent :—L'honorable M. le juge F. W. ANDREWS.

Louis Étienne Napoléon Pratt, des cité et district de Montréal, marchand et agent de pianos et orgues,
Demandeur ;

et

E. G. Boulé, des cité et district de Québec,
Défendeur ;

et

John Hearn, de la cité de Québec, membre du Conseil Législatif de la province de Québec,
Opposant pour paiement.

Vû la requête pour convoquer les créanciers du défendeur faite par John Hearn, membre du Conseil Législatif pour la province de Québec, dans laquelle il est allégué que le dit défendeur est failli.

Il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient convoqués afin de produire leurs réclamations sous quinze jours de la première publication du présent avis publié deux fois dans les langues française et anglaise dans la *Gazette Officielle de Québec*, le tout avec frais.

Vraie copie,

ED. L. BURROUGHS,
Député P. C. S.

1005 2

Licitations.

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No. 1705.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-cinq janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf, dans une cause où Joseph Beauchamp, corroyeur, de la ville de Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal, est Demandeur ; et Dame Zoé Lauzon, veuve de feu Eustache Beauchamp, du même lieu, Marie Beauchamp, épouse commune en biens de Joseph Godin, du même lieu, et le dit Godin pour autoriser son épouse, Ovide Piché, du même lieu, ès-qualité de tuteur, à Marie Yvonne Alexandrina Piché et Edouard Piché, Salomon Chaurette, du même lieu, ès-qualité de curateur à Alphonsine Beauchamp, son épouse, et pour l'autoriser, et la dite Alphonsine Beauchamp, mineure émancipée par mariage, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit :

“ Un certain lot de terre situé à Sainte-Cunégonde, district de Montréal, portant le numéro cinq cent douze (512) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant le dit terrain, trente pieds de front, par quatre-vingts pieds de profondeur ; borné en front par la rue Workman—avec bâtisses sus-érigées.”

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIÈME jour de JUIN prochain (1889), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la dite cité de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire, à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1996.

The first day of March, one thousand eight hundred and eighty nine.

Présent :—The Honorable Mr. Justice F. W.

ANDREWS.

Louis Étienne Napoléon Pratt, of the city and district of Montréal, piano and organ dealer and agent,
Plaintiff ;

and

E. G. Boulé, of the city and district of Quebec,
Defendant ;

and

John Hearn, of the city of Quebec, a member of the Legislative Council, of the Province of Quebec,
Opposant pour paiement.

Seeing the petition to call in Defendant's creditors made on the part of John Hearn, a member of the Legislative Council for the Province of Quebec, wherein it is alleged that the said defendant is insolvent ;

It is ordered that the creditors of the said defendant be called in to file their claims within fifteen days from the first publication of the present order, twice in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, the whole with costs.

A true copy.

ED. L. BURROUGHS,
Dept. P. S. C.

1006

Licitations.

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 1705.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at the city of Montreal, in the district of Montreal, on the twenty fifth day of January, one thousand eight hundred and eighty nine, in a cause in which Joseph Beauchamp, currier, of the town of Sainte-Cunégonde, in the district of Montreal, is Plaintiff ; and Dame Zoé Lauzon, widow of the late Eustache Beauchamp, of the same place, Marie Beauchamp, wife, in community as to property, of Joseph Godin, of the same place, and the said Godin for the purpose of authorizing his said wife, Ovide Piché, of the same place, in his capacity of tutor to Marie Yvonne Alexandrina Piché and Edouard Piché, Salomon Chaurette, of the same place, in his quality of curator to Alphonsine Beauchamp, his wife, and for the purpose of authorizing her, and the said Alphonsine Beauchamp, being a minor emancipated by marriage, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows :

“ A certain lot of land situated in Sainte-Cunégonde, district of Montreal, known as lot number five hundred and twelve (512), on the official plan and book of reference of said parish of Montreal, containing the said ground, thirty feet in front by eighty feet, in depth ; bounded in front by Workman's street—with buildings thereon erected.”

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRD day of JUNE next, (1889), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the said city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days

jours suivant l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

TRUDEL, CHARBONNEAU & LAMOTHE,
Procureurs du Demendeur.
Montréal, 11 mars 1889. 1117

Province de Québec,
District de Terrebonne, }
No. 280. } *Cou. Supérieure.*

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Sainte-Scholastique, dit district, le vingt-cinquième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf, dans une cause dans laquelle Eloi Adolphe *alias* Adolphe Paquette dit Lavallée, cultivateur, de Fitchburg, dans l'Etat du Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, Jonas Patrice Martin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jérôme, dit district ; dame Marie Vitalvie Martin, épouse commune en biens de Joseph Lefebvre, cultivateur, de Sainte-Monique, dit district, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse, tous habiles à se porter héritiers de feu Dame Elmire Paquette dit Lavallée, en son vivant de Saint-Jérôme, épouse en secondes noces de sieur Alexandre Monette, sont Demandeurs ; et François Paquette dit Lavallée, cultivateur, absent de la province de Québec ; Dame Adéline Martin, épouse de John George, cultivateur, tous deux absents de la province de Québec ; ce dernier pour autoriser sa dite épouse ; Dame Céline Martin, de West Bay City, Etat du Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, épouse de Narcisse Lamiraude, gentilhomme, absent de la province de Québec, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse ; Jonas Martin, père, cordonnier, absent de la province de Québec, et ce dernier en autant que besoin peut être, tous habiles à se porter héritiers de la dite feu Dame Elmire Paquette dit Lavallée ; Louis Champeau, entrepreneur, de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé en justice à François Paquette dit Lavallée, John George, Adéline Martin, sont Défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un terrain situé dans le village incorporé de la côte des Neiges, comté d'Hochelega, district de Montréal, connu sous le numéro cent quarante-sept (No. 147) au cadastre hypothécaire du dit village contenant environ un arpent et demi de largeur par environ deux arpents de profondeur plus ou moins ; borné en front, par le chemin public, en arrière, au nord-ouest, par François Desrosiers, d'un côté, au nord-est, par James McGregor et de l'autre côté, par Félix Prud'homme, fils—avec une maison et dépendances dessus érigées ;

2° Une pointe de terre sise et située en la côte Saint-Antoine, en la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, de forme irrégulière, telle que comprise dans les bornes suivantes : tenant devant sur une longueur d'environ quatre arpents et demi à la rivière des Prairies ou Saint-Antoine, derrière, sur une largeur de sept arpents et deux perches au terrain ci-après désigné, d'un côté, au sud-ouest, sur une longueur d'environ vingt-six arpents à un ruisseau qui sépare la dite pointe des terres de Marie Villeneuve, de la veuve Augustin Marribi et de Patrick Dowlan et de l'autre côté, au sud-est, sur une longueur d'environ vingt-cinq arpents à Michel Laporte—avec une maison, grange et autres bâtiments dessus construits.

3° Une autre pointe de terre située en la dite côte Saint-Antoine, en la dite paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, de forme irrégulière de la contenance de dix-huit arpents plus ou moins en superficie, tel que compris dans les bornes suivantes, savoir : tenant au côté nord, à Maxime Binette, à Henri Marier et Moïse Meloche, du côté sud, à la pointe de terre en premier lieu sus-désignée, à l'ouest, au domaine, à l'est à Catherine Deragon dit Lafrance—sans bâtisses.

next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

TRUDEL, CHARBONNEAU & LAMOTHE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 11th March, 1889. 1118

Province of Quebec,
District of Terrebonne, }
No. 280. } *Superior Court.*

LICITATION.

Public notice is hereby given, that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in the village of Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, on the twenty fifth day of January last, eighteen hundred and eighty nine, in a cause in which Eloi Adolphe *alias* Adolphe Paquette dit Lavallée, farmer, of Fitchburg, in the State of Massachusetts, one of the United States of America ; Jonas Patrick Martin, farmer, of the parish of Saint Jérôme, district aforesaid ; Dame Marie Vitalvie Martin, wife common as to property of Joseph Lefebvre, farmer, of Sainte-Monique, district aforesaid, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, all heirs at law of the late Dame Elmire Paquette dite Lavallée, in her lifetime of Saint Jérôme, wife by her second marriage of Alexandre Monette, are Plaintiffs, and François Paquette dit Lavallée, farmer, absentee from the province of Quebec ; Dame Adéline Martin, wife of John George, farmer, both absentees from the province of Quebec, the latter for the purpose of authorizing his said wife ; Dame Celina Martin of West Bay City, State of Michigan, one of the United States of America, wife of Narcisse Lamiraude, gentleman, absentee from the province of Quebec, and the latter for the purpose of authorizing his said wife ; Jonas Martin, the elder, shoemaker, absentee from the province of Quebec, and latter is so far as necessary only, all heirs at law of the late Dame Elmire Paquette dite Lavallée ; Louis Champeau, contractor, of Montreal, in his capacity of curator duly appointed in law to François Paquette dit Lavallée, John George, Adéline Martin, are Defendants, ordering the licitation of the immovables described as follows, to wit :

1o. A lot of ground in the incorporated village of Côte des Neiges, county of Hochelega, district of Montreal, known as number one hundred and forty seven, (No. 147) on the official plan and book of reference of the said village, containing about one arpent and a half in width, by about two arpents in depth, more or less ; bounded in front by the public road, in rear, to the north west by François Desrosiers, on one side to the north east by James McGregor, and on the other side by Félix Prudhomme, junior—with a house and buildings thereon erected ;

2o. A strip of land at Côte Saint Antoine, in the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, of irregular form as comprised within the following boundaries : bounded in front for a length of about four arpents and a half by river *Des Prairies* or Saint Antoine, in rear for a width of seven arpents and two perches by the strip of land hereafter described, on one side to the south west for a length of about twenty six arpents by a brook which divides said strip of land from those of Marie Villeneuve, widow Augustin Marribi and of Patrick Dowlan, and on the other side to the south west for a length of about twenty five arpents by Michel Laporte—with a house, barn and other buildings thereon erected ;

3o. A strip of land at Côte Saint Antoine, in the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, of irregular form, containing eighteen arpents, more or less in superficies as comprised within the following boundaries, to wit : bounded to the north side by Maxime Binette, Henri Marier and Moïse Meloche, to the south side by the strip of land first above described, to the west by the *Domaine*, to the east by Catherine Deragon dit Lafrance—without buildings.

Ces dits terrains connus et désignés sous le numéro cent quatre-vingt-treize (No. 133) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jérôme.

4° Deux morceaux de terre contigus situés en la paroisse de Sainte-Sophie dit district et contenant chacun quatre-vingts arpents en superficie plus ou moins, connus sous les numéros quatre-vingt-trois et quatre-vingt-quatre (No. 83 et 84) au cadastre hypothécaire de la dite paroisse de Sainte-Sophie—avec les bâtisses dessus construites, à distraire néanmoins de ces terrains, le terrain vendu à la compagnie du chemin de fer de Saint-Jérôme à New-Glasgow, tel que maintenant clôturé et occupé par cette compagnie.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur JEUDI, le SEIZIEME jour de MAI prochain, cour tenante, dans la salle d'audience, de la Cour Supérieure au village de Sainte-Scholastique dit district, sujet aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier des charges déposé au greffier du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

GIROUARD, DE LORIMIER

& DE LORIMIER,

Procureurs des demandeurs.

Saint-Scholastique, 14 mars 1889.

1171

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 1217.

Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le onzième jour de février courant, dans une cause où J. Arthur David, avocat, de la cité et du district de Montréal, était demandeur, et Paul Alphonse David, avocat, de la dite cité et du dit district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Ferdinand C. David, en son vivant, gentilhomme, de la cité et du district de Montréal, Jean Ludger David, gentilhomme, Dame Marie Telchide Louisa David, épouse de Aimé Mathieu, marchand, et le dit Aimé Mathieu, pour autoriser sa dite épouse, Dame Marie Eugénie Pamela David, épouse de Marc Ethier, avocat, le dit Marc Ethier, pour autoriser sa dite épouse ; Aimé Mathieu, en sa qualité de tuteur de Charles Rodrigue Emile David, clerc oblat, Dame Sophie Homier, veuve de feu Ferdinand C. David, en sa qualité de tutrice à Joseph Horace Raoul David, enfant mineur issu du mariage des dits Ferdinand C. David et Sophie Homier et Raphaël Bellemare, inspecteur du revenu de l'intérieur, en sa qualité de curateur aux biens substitués par le testament du dit feu Ferdinand C. David, tous de la cité et du district de Montréal, étaient défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit savoir :

1° Numéro officiel cent soixante et trois, du quartier Saint-Louis, sur la rue Laguchetière, en la cité de Montréal, avec une maison en briques à trois côtés dessus construite.

2° Numéro officiel cent quatre-vingt-treize, du quartier Saint-Louis, sur la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, avec une maison en briques à deux côtés, sus érigée.

3° Partie nord-ouest de douze cent quatorze, quartier Saint-Antoine, quarante-sept pieds de front par quatre-vingt un pieds trois pouces de profondeur ; bornée d'un côté au sud-est par Dame Rebecca Beaufield, épouse de Robert Tait, comptable, de Montréal, et de l'autre côté au nord-ouest par le

These two strips of land known and designated under number one hundred and ninety-three, (No. 133) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jérôme.

4° Two pieces of land, contiguous in the parish of Sainte Sophie, district aforesaid, containing each eighty arpents in superficies, more or less, known as numbers eighty three and eighty four (No. 83 and 84) on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Sophie—with the buildings thereon erected, to be deducted however from said pieces of land, the lands sold to the railway company of Saint Jerome to New Glasgow, as now enclosed and occupied by said railway.

The immovables above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of MAY, one thousand eight hundred and eighty nine, sitting the court, in the court room of the court house, in the village of Sainte Scholastique, said district, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said protonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

GIROUARD, DE LORIMIER

& DE LORIMIER,

Attorneys for Plaintiffs.

Sainte Scholastique, 14th March, 1889.

1172

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1217.

Superior Court.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the eleventh day of February instant, in a cause wherein J. Arthur David, advocate, of the city and district of Montreal, was plaintiff ; and Paul Alphonse David, advocate, of the said city and district of Montreal, both personally and in his capacity of testamentary executor of late Ferdinand C. David, in his lifetime, gentleman, of the city and district of Montreal, Jean Ludger David, gentleman, dame Marie Telchide Louisa David, wife of Aimé Mathieu, merchant, and the said Aimé Mathieu, to authorize his said wife, Dame Marie Eugénie Pamela David, wife of Marc Ethier, advocate, and the said Marc Ethier to authorize his said wife, Aimé Mathieu, in his capacity of tutor to Charles Rodrigue Emile David, *clerc oblat*, Dame Sophie Homier, widow of late Ferdinand C. David, in her capacity of tutrix to Joseph Horace Raoul David, minor child, issue from the marriage of said Ferdinand C. David, and Sophie Homier, and Raphaël Bellemare, inspector of Inland Revenue, in his capacity of curator to substituted property by the will of said late Ferdinand C. David, all of said city and district of Montreal, were defendant, ordering the licitation of certain immovable described as follows to wit :

1° Official number one hundred and sixty three, of Saint-Louis ward, on Laguchetière street, in the city of Montreal, with a brick house with three dwellings thereon erected.

2° Official number one hundred and ninety three, of Saint-Louis ward, on Sanguinet street, in the city of Montreal, with a brick house with two dwellings thereon erected.

3° North west part of twelve hundred and fourteen, Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, forty seven feet front by eighty one feet three inches depth ; bounded on one side at the south east by Dame Rebecca Beaufield, wife of Robert Tait, accountant, of Montreal, and on the other side at the north

numéro officiel douze cent douze, quartier Saint-Antoine, et en arrière, par une ruelle de neuf pieds de largeur contigue au numéro douze cent seize du dit quartier, avec deux maisons dessus construites, sur la rue Union Avenue, en la cité de Montréal.

4° Numéro civique cent quatre-vingt seize, partie nord-ouest du numéro officiel sept cent quarante et un, quartier Saint-Louis, quarante pieds, plus ou moins de front, mesure anglaise, sur toute la profondeur du dit lot, touchant du côté nord-ouest du numéro officiel sept cent quarante deux du dit quartier, et borné du côté sud-est, par le résidu du dit lot numéro sept cent quarante et un, avec une maison en briques sus érigée, sur la rue Saint-Denis en la cité de Montréal.

5° (a) Un lot de terre situé sur le côté sud du chemin Papineau, dans la paroisse et le district de Montréal, étant partie des lots soixante et soixante et un, sur le plan du chemin Papineau, contenant environ deux arpents de front par cent cinquante cinq de profondeur; borné en front par le dit chemin Papineau, en arrière par les héritiers ou représentants Lacroix, d'un côté vers le nord par James McGill ou représentants, et de l'autre côté par le lot ci-après décrit.

(b) Un lot de terre, ou emplacement sis et situé sur le côté sud du dit chemin Papineau, communiquant du quartier Sainte-Marie à la côte de la Visitation, dans la paroisse de Montréal, formant partie du lot numéro soixante, contenant cent quatre-vingt pieds, mesure anglaise, sur cent quarante-cinq pieds de profondeur, mesure française; borné en front par le dit chemin, en arrière par les héritiers ou représentants de feu Ignace Lacroix, d'un côté par le lot ci-haut décrit, et de l'autre côté par John Locke ou ses représentants, avec un cottage double en bois à un étage dessus érigé.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier en chérisseur, le VINGT TROISIEME jour d'AVRIL prochain, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure, siégeant au palais de justice, dans la cité de Montréal, à ONZE heures de l'avant midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

J. A. DAVID,
Avocat du Demandeur.

Montréal, 12 février 1889. 685 2
[Première publication, 15 février 1889.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

west by official number twelve hundred and twelve, Saint-Antoine ward, and in rear by a lane of nine feet in width close to number twelve hundred and sixteen of said ward, with two houses thereon erected, on Union Avenue, in the city of Montreal.

4° Civic number one hundred and ninety six, north west part of official number seven hundred and forty one, Saint-Louis ward, forty feet on the front more or less, english measure, on all the depth of said lot, close on north west side of official number seven hundred and forty two of said ward, and bounded on the south east side, by the rest of said lot number seven hundred and forty one, with a brick house thereon erected.

5° (a) A lot of land situate on the south side of Papineau road, in the parish and district of Montreal, being part of lots sixty and sixty one, on the plan of Papineau road, containing about two acres front, by one hundred and fifty five depth; bounded in front by said Papineau road, in rear by the heirs Lacroix or representatives, on one side towards the north, by James McGill or representatives, and on the other side by lot thereon after described.

(b) A piece of land or emplacement situate on the south side of said Papineau road, communicating from Saint Mary's ward, to la côte Visitation, in the parish of Montreal, forming part of lot number sixty, containing one hundred and eighty feet, english measure, on one hundred and forty five feet in depth french measure; bounded in front, by said road, in rear, by heirs or representatives of late Ignace Lacroix, on one side by lot above described, and on the other side by John Locke or representatives, with a wood double cottage, of one story thereon erected.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, sitting the Court, in the Court room of the Superior Court, sitting in the Court House, at Montreal, at ELEVEN o'clock before noon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, fifteen days at least before the day fixed aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

J. A. DAVID,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 12th February, 1889. 1217
[First published, 16th February, 1889.]

Sheriff's Sales—Arthaskaba

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **G** **GEORGE JEREMIE PA-**
No. 198. } **CAUD, Deman-**
deur ; contre **ERNEST DARGIS, Défendeur.**

1° La moitié sud-ouest du lot numéro un, dans le huitième rang du canton de Tingwick, contenant cinq arpents de front sur la profondeur du lot, maintenant connue comme étant le numéro sept cent soixante et cinq (765) du cadastre—avec maison, grange et étable dessus construites.

2° La moitié nord-est du lot numéro trois, dans le huitième rang du dit canton de Tingwick, contenant cent acres en superficie, maintenant connue et désignée sous les numéros sept cent soixante-dix et sept cent soixante et onze (770 et 771) du cadastre—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint Rémi de Tingwick, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinq de mai prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 16 mars 1889. 1115
[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **J** **OS. POISSON, Deman-**
No. 59. } **deur ; contre J. O.**
HUARD et al., Défendeurs ; et Barthélemi Bourret,
défendeur saisissant.

Comme appartenant au demandeur :

La partie est du lot numéro deux B, du sixième rang de Stanfold, contenant deux arpents et demi de front sur la profondeur du lot—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, le 16 mars 1889. 1113
[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **J** **OSEPH POISSON, De-**
No. 59. } **mandeur ; contre J. O.**
HUARD et al, Défendeurs, et Achille Verret, dé-
fendeur saisissant.

Comme appartenant au demandeur :

1° Un emplacement connu et désigné comme le numéro cent trente-neuf du cadastre officiel du village de Plessisville—avec les bâtisses y érigées.

2° Un emplacement connu et désigné au dit cadastre officiel de Plessisville, comme le numéro cent quarante—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 16 mars 1889. 1111
[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **J** **J. MURPHY, De-**
No. 136. } **mandeur ; contre**
FREDERIC BINETTE, Défendeur.

Les numéros cinq cent trois, cinq cent quatre, cinq cent cinq, cinq cent six et cinq cent sept, (Nos. 503, 504, 505, 506 et 507) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **G** **GEORGE JEREMIE PA-**
No. 198. } **CAUD, Plaintiff ; against**
ERNEST DARGIS, Defendant.

1° The south west half of lot number one, in the eighth range of the township of Tingwick, containing five arpents in front by the depth of the lot, now known and distinguished as being number seven hundred and sixty five (765) of the cadastre—with a house, barn and stable thereon erected.

2° The north east half of lot number three, in the eighth range range of the said township of Tingwick, containing one hundred arpents in superficies, now known and distinguished as being numbers seven hundred and seventy and seven hundred and seventy one (770 and 771) of the cadastre—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Rémi of Tingwick, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty fifth day of May next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 16th March, 1889. 1116
[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **J** **OS. POISSON, Plaintiff ;**
No. 59. } **against J. O. HUARD et**
al., Defendants ; and Barthélemi Bourret, seizing
defendant.

As belonging to plaintiff.

The east part of lot number two B, in the sixth range of Stanfold, containing two acres and a half in front, by the depth of the lot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe de Stanfold, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty fifth day of May next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaskaville, 16th March, 1889. 1114
[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **J** **OSEPH POISSON, Plain**
No. 59. } **tiff ; against J. O. HUARD**
et al., Defendants, and Achille Verret, seizing de-
fendant.

As belonging to Plaintiff.

1° An emplacement known and distinguished as being lot number one hundred and thirty nine of the official cadastre for the village of Plessisville—with the buildings thereon erected.

2° An emplacement known and distinguished as being lot number one hundred and forty of said cadastre of Plessisville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable on the twenty fifth day of May next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 16th March, 1889. 1112
[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **J** **J. MURPHY, Plain-**
No. 136. } **tiff ; against FREDE-**
RIC BINETTE, Defendant.

The numbers five hundred and three, five hundred and four, five hundred and five, five hundred and six and five hundred and seven, (Nos. 503, 504, 505, 506 and 507) of the official cadastre for the parish of Saint Ferdinand d'Halifax.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de jour de mai prochain.

P. L. TOUSIGNANT, Shérif.
Bureau du Shérif, Arthabaskaville, 11 février 1889. 673 2
[Première publication, 16 février 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.
Arthabaska, à savoir : } ARCHIBALD W. STE-
No. 2572. } A VENSON, *ès-qualité*.
demandeur ; contre CHARLES LIONAIS, défendeur.

Le lot numéro dix-sept d (17d) dans le quatorzième rang, du cadastre officiel pour le canton de Leeds—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Broughton, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de mai prochain.

P. L. TOUSIGNANT, Shérif.
Bureau du Shérif, Arthabaskaville, 23 février 1889. 793 2
[Première publication, 23 février 1889.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Quebec.
Beauce, à savoir : } UDGER ROY, de la
No. 283. } LL paroisse de Saint-Valier,
dans le district de Montmagny, rentier, Deman-
deur ; contre NAPOLEON SEVIGNY, de la
paroisse de Sainte-Claire, dans le district de Beauce,
Défendeur, savoir :

1° Une terre de forme irrégulière, située en la paroisse de Sainte-Claire, concession Longues-Pointes, au nord-est de la rivière Etchemin, de cinquante-huit arpents en superficie, connue et désignée sous le numéro cent huit (108), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Claire—circonstances et dépendances.

2° Une autre terre aussi de forme irrégulière, située en la dite paroisse de Sainte-Claire, dite concession Longues-Pointes, de la contenance de soixante et dix-huit arpents et trente perches en superficie, connue sous le numéro cent neuf (109), du susdit cadastre de la dite paroisse de Sainte-Claire—circonstances et dépendances.

3° Un emplacement formant partie du lot numéro cent dix-sept (117), du cadastre de la paroisse de Sainte-Claire, situé à l'endroit appelé Abénaquis, dans la dite paroisse de Sainte-Claire, au nord-est de la rivière Etchemin, de cinq perches de front le long du chemin royal et cinq perches et demie de large en arrière du dit emplacement sur quatre perches et demie de profondeur ; borné en front par le chemin royal, en arrière et au nord par Joseph Patry, et au

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand d'Halifax, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at NINE o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirty first day of May next.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Sheriff's Office, Arthabaskaville, 11th February, 1889. 674
[First published, 16th February, 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.
Arthabaska, to wit : } ARCHIBALD W. STE-
No. 2572. } A VENSON *ès-qualité*,
Plaintiff ; against CHARLES LIONAIS, Défendant.

Lot number seventeen d (17d), in the fourteenth range, of the official cadastre for the township of Leeds—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre de Broughton, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at NINE of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fourth day of May next.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Sheriff's Office, Arthabaskaville, 23rd February, 1889. 794
[First published, 23rd February, 1889.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below. All persons
having claims on the same which the registrar is
not bound to include in his certificate, under article
700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada,
are hereby required to make them known according
to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de dis-
truire, afin de charger, or other oppositions to the
sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are
required to be filed with the undersigned, at his
office, previous to the fifteen days next preceding
the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may
be filed at any time within six days next after the
return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Quebec.
Beauce, to wit : } UDGER ROY, of the parish
No. 283. } LL of Saint Valier, in the district
of Montmagny, rentier, plaintiff ; against NAPO-
LEON SEVIGNY, of the parish of Sainte Claire, in
the district of Beauce, Defendant, to wit :

1° A land of irregular outline, situated in the parish of Sainte Claire, concession Longues-Pointes, on the north east side of Etchemin river, containing fifty eight arpents in superficies, known and designated under number one hundred and eight (108), of the official cadastre for the said parish of Sainte Claire—circumstances and dependencies.

2° Another land of irregular outline, situated in the said parish of Sainte Claire, said concession Longues-Pointes, containing seventy eight arpents and thirty perches in superficies, known under number one hundred and nine (109), of the aforesaid cadastre for the said parish of Sainte Claire—circumstances and dependencies.

3° An emplacement being part of lot number one hundred and seventeen (117), of the cadastre for the parish of Sainte Claire, situated at the place called Abénaquis, in the said parish of Sainte Claire, on the north east side of Etchemin river, containing five perches in front along the Queen's road and five perches and a half in width in rear of said emplacement by four perches and a half in depth ; bounded in front by the Queen's road, in rear and to the

sud par la route conduisant au petit Buckland—avec les bâties de dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Claire, le VINGT-UNIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

G. O. TASCHEREAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, ce 13 mars 1889. 1125
[Première publication, 16 mars 1889.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Beauce, à savoir :) JOHN LARMONTH, des cité
No. 760.) et district de Montréal, marchand, y faisant affaires comme tel, sous les nom et raison de John Larmouth & Co, Demandeur ; contre JOHN MCGIBBON, du township de Ditchfield, dans le district de Beauce, savoir :

Six lots de terre situés dans le township de Ditchfield, dans le district de Beauce, viz :

Les lots numéros vingt-six et vingt sept (26 et 27) dans le second rang, et les lots numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf (26, 27, 28 et 29) dans le troisième rang—circonstances et dépendances.

Lesquels dits six lots à être vendus séparément et lot par lot.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de mai prochain.

G. O. TASCHEREAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 20 février 1889. 801 2
[Première publication, 23 février 1889.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

LES PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant le quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,) JOSEPH ADOLPHE
District de Montréal.) VALOIS, Demandeur ;
No. 820.) contre JOSEPH MAJOR,
Défendeur.

1° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro deux cent soixante et six (No. 266), sujet à un passage mitoyen sur la ligne est du dit lot—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu à la folle enchère de J. Bte. Major, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Cécile, MARDI, le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi. Et tout enchérisseur avant d'encherir devra déposer entre

north by Joseph Patry, and to the south by the road leading to *petit* Buckland—with the buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Claire, the TWENTY FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of May next.

G. O. TASCHEREAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 13th March, 1889. 1126
[First published, 16th March, 1889.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Beauce, to wit :) JOHN LARMONTH, of the city
No. 760.) and district of Montreal, merchant, doing business there as such under the name and style of John Larmouth & Co., Plaintiff ; against JOHN MCGIBBON, of the township of Ditchfield, in the district of Beauce, Defendant, to wit :

Six lots of land situated in the township of Ditchfield, in the district of Beauce, viz : lots numbers twenty six and twenty seven (26 and 27) in the second range, and lots numbers twenty six, twenty seven, twenty eight and twenty nine (26, 27, 28 and 29), in the third range—circumstances and dependencies.

Which said six lots to be sold separately, and lot by lot.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the THIRTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of May next.

G. O. TASCHEREAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 20th February, 1889. 802
[First published, 23rd February, 1889.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.

Province of Québec,) JOSEPH ADOLPHE
District of Montréal.) VALOIS, Plaintiff ;
No. 820.) against JOSEPH MAJOR,
Defendant.

1° A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the town Salaberry of Valleyfield, under number two hundred and sixty-six (No. 266), subject to a *passage mitoyen* in the east line of said lot—and buildings thereon erected.

To be sold at the *folle enchère* of J. Bte. Major, at the parochial church door of Sainte Cécile, TUESDAY, the NINTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon : and any bidder before his bid, shall deposit with the sheriff, a sum equal to the

les mains du shérif, une somme égale aux frais accrus alors. Bref rapportable le vingt-neuvième jour de mai aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Bureau du Shérif, Beauharnois, 12 mars 1889. 1151
[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } NARCISSE PAPI-
District de Beauharnois. } NEAU, Deman-
No. 546. } deur; contre STANIS-
LAS TELESOPHORE DAOUST *et al.*, Défendeurs.
Appartenant à Stanislas Téléphore Daoust, l'un des défendeurs.

Une terre connue aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte Cécile, sous le numéro trois cent quarante-trois (343), mesurant trois arpents de front sur vingt et un arpents de profondeur—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le dix-huitième jour d'avril aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Bureau du Shérif, Beauharnois, 5 février 1889. 655 2
[Première publication, 16 février 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit dans le district de Montréal.

Province de Québec, } CHARLES LEFEBVRE,
District de Montréal. } Demandeur; vs. VI-
No. 10,777. } TAL PERRAS, Défendeur.

Une terre sise et située dans la paroisse de Sainte-Clotilde, portant le No. 80, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme; de la contenance de deux arpents et demi de front sur vingt (20) arpents de profondeur—et les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clotilde, le DLX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le 23 avril aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Bureau du Shérif, Beauharnois, 14 février 1889. 705 2
[Première publication, 16 février 1889.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **ATERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditoni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

No. 618. } J. B. COTE, Demandeur; contre les
} terres et tenements de MICHEL
AUGER, Défendeur.

1° Ce morceau de terre connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la paroisse de Sainte-

costs incurred till then. Writ returnable on the twenty ninth day of May also next.

PHILEMON LABERGE, Sheriff.
Sheriff's Office, Beauharnois, 12th March, 1889. 1152
[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } NARCISSE PAPI-
District of Beauharnois. } NEAU, Plaintiff;
No. 546. } against STANISLAS
TELESOPHORE DAOUST *et al.*, Defendants.

Belonging to Stanislas Téléphore Daoust, one of the Defendants.

A land known on the official plan and in the book of reference for the parish of Sainte Cécile, under number three hundred and forty three (343), measuring three arpents in front by twenty one arpents in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the forenoon. Writ returnable on the eighteenth day of April also next.

PHILEMON LABERGE, Sheriff.
Sheriff's Office, Beauharnois, 5th February, 1889. 656
[First published, 16th February, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the district of Montreal.

Province of Québec, } CHARLES LEFEBVRE,
District of Montréal. } Plaintiff; vs. VITAL
No. 10,777. } PERRAS, Défendeur.

A land being and situated in the parish of Sainte-Clotilde, bearing No 80, on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Jean Chrysostome; containing two arpents and a half in front by twenty (20) arpents in depth—and the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Clotilde, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable on the 23rd April also next.

PHILEMON LABERGE, Sheriff.
Sheriff's Office, Beauharnois, 14th February, 1889. 706
[First published, 16th February, 1889.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale: oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

No. 618. } J. B. COTE, Plaintiff; against the lands
} and tenements of MICHEL AU-
GER, Défendeur.

1° That certain piece of land known on the cadastral plan and book of reference of the parish of

Pudentienne, district de Bedford, sous le numéro cinq D (5 d) du cinquième rang de Roxton, dans le dit district.

2° Ce morceau de terre connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Pudentienne, district de Bedford, sous le numéro six B (6 b) du cinquième rang de Roxton, dans le dit district.

3° Ce morceau de terre connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Pudentienne, district de Bedford, sous le numéro un A (1 a.) du cinquième rang de Roxton, dans le dit district.

4° Ce morceau de terre connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Pudentienne, district de Bedford, sous le numéro deux A (2 a) du cinquième rang de Roxton, dans le dit district.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le 23e jour de mai 1889.

Bureau du Shérif, Sweetsburgh, 5 mars 1889.
[Première publication, 16 mars 1889.]

CHAS. S. COTTON,

Shérif.
1073

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **D**ANS l'affaire de THOS
District de Montréal. } DAVIDSON *et al.*,
Demandeurs ; et RAOUL DUFRESNE, Failli.

En vertu d'un mandat émis en cette affaire par A. L. Kent et A. Turcotte, curateur-conjoint dûment nommé aux biens du dit R. Dufresne, failli, et daté Montréal, 10 janvier 1889, et adressé au shérif du district de Bedford, j'ai saisi et pris possession des terres et tenements ci-après décrits et désignés, ci-devant la propriété du dit défendeur Raoul Dufresne, à savoir :

1. Toute cette étendue de terre sise et située dans Lower Bedford, ainsi appelé, dans le canton de Stanbridge, comté de Missisquoi et district de Bedford, et cependant étant décrite aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Stanbridge, sous les numéros mil huit cent vingt-cinq (1825) et mil huit cent vingt-six (1826)—avec maison et autres bâtisses sus-érigées.

2. Toute cette étendue de terre sise et située dans Upper Bedford, ainsi appelé, dans le dit canton de Stanbridge, comté de Missisquoi et district de Bedford, et connue et décrite aux dits plan et livre de renvoi officiels sous les numéros mil neuf cent onze (1911), mil neuf cent douze (1912) et mil neuf cent treize (1913)—avec bâtisses sus-érigées, y compris la factorie, machines, pouvoir d'eau et privilèges d'eau y appartenant.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans le canton de Stanbridge, MARDI, le DEUXIEME jour de D'AVRIL prochain, à DEUX (2) heures de l'après-midi. Le dit mandat rapportable le neuvième jour d'avril 1889.

Bureau du Shérif, Sweetsburgh, 15 janvier 1889.
[Première publication, 19 janvier 1889.]

CHAS. S. COTTON,

Shérif.
345 3

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **D**ANS l'affaire de AR-
District de Bedford. } THUR H. GILMOUR,
créancier, et CHANCY W. GETTY débiteur, et
JAMES EDWARD O'HALLORAN, curateur.

En vertu du mandat émis en cette affaire par James Edward O'Halloran, curateur dûment nommé aux biens du dit Chancy W. Getty, failli, et daté à Sweetsburgh, 12 janvier 1889, et adressé au shérif

Sainte Pudentienne, district de Bedford as five D. (5 d), of the fifth range of Roxton, in said district.

2° That certain piece of land known on the cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, district of Bedford, as six B (6 b), of the fifth range of Roxton, in said district.

3. That certain piece of land known on the cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, district of Bedford, as one A (1 a), of the fifth range of Roxton, in said district.

4° That certain piece of land known on the cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, district of Bedford as two A (2 a), of the fifth range of Roxton, in said district.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Pudentienne, in the county of Shefford, and district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable 23rd May, 1889.

Sheriff's Office, Sweetsburgh, 5th March, 1889.
[First published, 16th March, 1889.]

CHAS. S. COTTON,

Sherrif.
1074

Superior Court.

Province of Quebec, } **I**N RE : THOS. DAVID-
District of Montreal } SON *et al.*, Plaintiffs ; and
RAOUL DUFRESNE, Insolvent.

In accordance with the warrant issued in this matter by A. L. Kent and A. Turcotte, joint curators duly appointed to the estate of the said R. Dufresne, Insolvent, and dated, Montreal, 10th January, 1889, and directed to the sheriff of the district of Bedford, I have seized and taken in possession the lands and tenements hereinafter described and designated heretofore the property of the said Defendant Raoul Dufresne, to wit :

1. All that certain tract and parcel of land lying being and situate in Lower Bedford so called in the township of Stanbridge county of Missisquoi and district of Bedford and being however described upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said township of Stanbridge by the number one thousand eight hundred and twenty-five, (1,825), and one thousand eight hundred and twenty-six, (1,826)—with house and other buildings thereon erected.

2. All that certain tract and parcel of land lying being and situate in Upper Bedford so called in the said township of Stanbridge, county of Missisquoi and district of Bedford and being known and described upon the said official plan and in the book of reference by numbers one thousand nine hundred and eleven, (1,911,) and one thousand nine hundred and twelve, (1,912,) and one thousand nine hundred and thirteen, (1,913)—with buldings thereon erected including the factory, machinery, water power and water privileges belonging thereto.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Damien, in the township of Stanbridge on TUESDAY the SECOND day of APRIL next at the hour of TWO (2) of the clock in the afternoon. The said warrant returnable on the ninth day of April, 1889.

Sheriff office, Sweetsburgh, 15th January, 1889.
[First published, 19th January, 1889.]

CHAS. S. COTTON,

Sheriff.
346

Superior Court.

Province of Quebec, } **I**N RE ARTHUR H. GIL-
District of Bedford. } MOUR, creditor ; and
CHANCY W. GETTY, debtor ; and JAMES ED-
WARD O'HALLORAN, curator.

In accordance with the warrant issued in this matter by James Edward O'Halloran, curator duly appointed to the estate of the said Chancy W. Getty, insolvent, and dated Sweetsburgh, January

du district de Bedford, j'ai saisi et pris possession des terres et tenements ci-après décrits et désignés, ci-devant la propriété du dit défendeur Chaney W. Getty, à savoir :

1° Tout ce lot de terre sis et situé dans le village de Sweetsburgh, canton de Dunham et district de Bedford, connu et désigné comme lot numéro vingt-quatre (24) aux plan et livre de renvoi officiels du dit village ; borné comme suit : au sud partie par le chemin public et partie par les lignes en arrière des lots de village de Charles H. Boright, Dame George Nelson Galer and Napoléon Coutu, en arrière au nord par la terre des représentants Henry Seely, d'un côté à l'est partie par un autre chemin public et partie par le dit Coutu et de l'autre côté à l'ouest par Théophile Amyrauld, contenant trente-neuf mille sept cent trente-cinq pieds en superficie, ensemble avec une maison en bois à trois étages employée comme hôtel, granges et bâtisses sus-érigées et améliorations faites, formant partie de la moitié ouest du lot No. 25 dans le 2e rang du canton de Dunham, arpentage primitif.

2° Une lisière de terre située dans le canton de Stanbridge, district de Bedford, étant une petite lisière de terre formant partie du lot numéro dix, dans le troisième rang des lots du dit canton de Stanbridge et supposée contenir un quart d'acre de terre, plus ou moins, et telle que située dans le village de Stanbridge est, ainsi appelé ; bornée d'un côté à l'est par la terre d'un nommé William Hodge, au sud par le chemin public, à l'ouest et au nord par un certain ruisseau qui traverse le dit lot numéro dix—ensemble avec une maison et autres bâtisses sus-érigées et appartenances qui s'y trouvent ; la dite étendue de terre maintenant connue et décrite aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre du dit canton de Stanbridge comme lot de cadastre numéro deux mille quatre cent quatre-vingt-treize (2493.)

Pour être vendue, la propriété en premier lieu ci-dessus décrite, au bureau du shérif, dans le susdit village de Sweetsburgh, MARDI, le VINGT-SIX MARS 1889, à ONZE heures de l'avant-midi.

Pour être vendue, la propriété en deuxième lieu décrite à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans le susdit canton de Stanbridge, MARDI, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le neuvième jour d'avril prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 14 janvier 1889. 295 3
[Première publication, 19 janvier 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Bedford.

No. 1738. { ALEXANDRE GODHUE, demandeur ; contre les terres et tenements de ROBERT DEMPSEY et al.

Partie du lot cinq (5) dans le deuxième rang des lots de l'arpentage primitif du canton de Sutton, district de Bedford, connue au plan et livre de renvoi du cadastre du dit canton, sous le numéro deux cent seize (216), contenant en superficie vingt-deux (22) perches et 2/10, plus ou moins,—avec toutes les basses et privilèges d'eau, machines et arbre de couche dans les dites bâtisses, avec la réserve en faveur d'un nommé Charles E. Carpenter des pouvoirs et privilèges de construire une dalle et prendre l'eau de l'écluse du moulin construite sur le cours d'eau, en quantité suffisante pour faire marcher le moulin à farine, avec le privilège de prendre la dite eau en tout temps de préférence à tous autres maintenant et à l'avenir, de prendre l'eau de la dite dalle du moulin ; de plus, d'employer et se servir de la dalle maintenant construite sur le côté nord du cours d'eau ou de l'enlever et la construire dans un autre endroit, sujet cependant à certains privilèges ci-devant accordés à G. R. Ingales et Nelson Ruitter ;

12th 1889, and directed to the sheriff of the district of Bedford, I have seized and taken in possession the lands and tenements hereinafter described and designated heretofore the property of the said defendant Chaney W. Getty, to wit :

1° All that certain lot of ground situate, lying and being in the village of Sweetsburgh, township of Dunham and district of Bedford, known and designated as lot number twenty four (24), on the official plan and book of reference of the said village ; bounded as follows : on the south partly by the highway and partly by the rear line of the village lots of Charles W. Boright, Mrs. Geo. Nelson Galer and Napoléon Coutu, in rear on the north by lands of representatives Henry Seely, on one side to the east partly by another highway and partly by said Coutu, and on the other side to the west by Theophile Amyrauld containing thirty nine thousand seven hundred and thirty five superficial feet—together with a three stony wooden building used as an hotel, barns and buildings and improvements thereon erected, forming part of the west half of lot No. 25 in the 2nd range of the township of Dunham primitive survey.

2° A certain tract of land situated in the township of Stanbridge, district of Bedford, being a small strip of land forming part of lot number ten, in the third range of lots in the said township of Stanbridge and supposed to contain one quarter of an acre of land, more or less, and as lying in the Stanbridge east village, so called ; bounded on one side to the east by the land of one William Hodge, on the south by the Queen's highway, on the west and north by a certain brook that runs through the said lot number ten—together with a dwelling house and other buildings thereon erected and made and all the appurtenances thereto belonging and now known and described, the said tract of land upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said town of Stanbridge as cadastral lot number two thousand four hundred and ninety three (2493).

To be sold, the property first above described, at the office of the sheriff, in the village of Sweetsburgh aforesaid, on TUESDAY, TWENTY SIXTH MARCH, 1889, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

To be sold, the property secondly above described, at the church door of the parish of Saint Damien, in the township of Stanbridge aforesaid, on TUESDAY, the SECOND day of APRIL next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said warrant returnable on the ninth day of April next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office. Shérif.
Sweetsburgh, 14th January, 1889. 296
[First published, 19th January, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Bedford.

No. 1738. { ALEXANDER GODHUE, Plaintiff ; against the lands and tenements of ROBERT DEMPSEY, et al.

Part of lot five (5), in the second range of lots of the primitive survey of the township of Sutton, district of Bedford, and known on the plan and in the book of reference of the cadastre of the said township, as number two hundred and sixteen (216), containing in superficies twenty two (22) perches and 2/10 more or less—with all the buildings and water privileges, machinery and shafting in said buildings, with reserve for one Charles E. Carpenter the power and privilege to erect a flume and draw water from the mill dam across the stream sufficient to drive the grist mill with the privilege to draw the said water at any and all times in preference to any party now or hereafter to draw water from said mill dam and further to employ and control the flume now built at the northerly side of the stream or to remove the same and build another in place thereof subject nevertheless to certain privilege heretofore conveyed to G. R. Ingales and Nelson Ruitter, with reserve also for one Charles Shepard of the right of egress

avec la réserve aussi en faveur d'un nommé Charles Shepard du droit d'entrée et de sortie sur le morceau de terre ci-dessus décrit, dans le but de réparer une écluse et le droit d'entrée et de sortie du chemin traversant le dit morceau de terre jusqu'à la terre du dit Shepard, située à l'est et en ligne directe.

Pour être vendue au bureau du régistreur pour le comté de Brome, à Knowlton, dans le comté de Brome et district de Bedford, MARDI, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de mai prochain 1889.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 15 février 1889. 785 2
[Première publication, 23 février 1889.]

FIERI FACIAS

Cour Supérieure, } **EX PARTE JAMES MILTI-**
District de Bedford, } **MORE**, requérant la
No. 224. } vente des terres d'un proprié-
taire inconnu, à savoir :

Tout ce lot de terre sis et situé dans le canton de Potton, district de Bedford, connu et désigné comme la moitié est du lot numéro neuf, dans le quatrième rang des lots (réserve du clergé), du dit canton de Potton, supposé contenir cent acres de terre en superficie, plus ou moins, sauf et excepté environ huit acres en superficie, appartenant à un nommé Levi A. Perkins, par acte de vente de James Miltimore à Wallace Gilman, en date du 30 décembre mil huit cent soixante et dix-neuf—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites. Lequel dit morceau de terre est maintenant connu et désigné comme lot numéro trois cent quinze (315) des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton.

Pour être vendu au bureau du Registrateur pour le comté de Brome, à Knowlton, dans le canton de Brome et district de Bedford, MARDI, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de mai prochain 1889.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 15 février 1889. 787 2
[Première publication, 23 février 1889.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } **JEAN LOUIS PELLE-**
No. 1766 } **TIER**, demandeur; contre
JOSEPH CHEVAUDIER dit **LEPINE**, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Joliette, désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, comme faisant partie du lot

and ingress on the piece of land hereinbefore described, for the purpose of repairing a dam and the right of egress from the layed out road running across said piece of land to the land of said Shepard lying east and in direct line.

To be sold at the office of the registrar for the county of Brome, at Knowlton, in the township of Brome and district of Bedford, on TUESDAY the THIRTIETH day of APRIL next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the fourth day of MAY next, 1889.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburgh, 15th February, 1889. 786
[First published, 23rd February, 1889.]

FIERI FACIAS.

Superior Court, } **EX PARTE JAMES MILTI-**
District of Bedford, } **MORE**, Petitioner for
No. 224. } the sale of lands of an unknown
proprietor, to wit :

All that certain lot of land and premises lying and being in the township of Potton, district of Bedford, known and distinguished as the east half of lot number nine, in the fourth range of lots (clergy reserve) in the said township of Potton, supposed to contain one hundred acres of land in superficies be the same, more or less, save and except therefrom about eight acres in superficies, owned by one Levi A. Perkins, at the date of a certain deed of sale from James Miltimore to Wallace Gilman, on 30th December, one thousand eight hundred and seventy nine—together with all the buildings and improvements thereon erected and made. And which said piece of land is now known and distinguished as lot number three hundred and fifteen (315) of the official plan and in the book of reference of said township of Potton.

To be sold at the office of the registrar for the county of Brome, at Knowlton, in the township of Brome and district of Bedford, on TUESDAY, the THIRTIETH day of APRIL next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of May next, 1889.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburgh, 15th February, 1889. 788
[Première publication, 23rd February, 1889.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } **JEAN LOUIS PELLETIER**,
No. 1766. } **Plaintiff**; against **JOSEPH**
CHEVAUDIER dit **LEPINE**, Defendant.

An emplacement situated in the town of Joliette, designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the town of Joliette, as

numéro trois cent trente-sept (337), contenant environ un quart d'arpent de front sur un demi arpent de profondeur, borné en front à la rue Saint-Gaspard, en profondeur, au représentant Jacob Fink, d'un côté à Alexandre Gervais et de l'autre côté à Narcisse Laurin, représentant Edouard Jolicœur—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du Shérif du district de Joliette, en la ville de Joliette, le VINGT-UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mars prochain.

Bureau du Shérif, Joliette, 12 janvier 1889.
[Première publication, 19 janvier 1889.]

A. M. RIVARD,

Shérif.

247 3

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : SOLOMON VENNE, Demandeur ; contre RODRIGUE MIREAU, cultivateur, du township de Rawdon, Défendeur.

1^o Une terre située sur le cinquième rang du canton de Rawdon, faisant partie du lot numéro vingt-deux, contenant deux arpents et demi de large sur vingt-six arpents de profondeur ; tenant devant à la rivière rouge, en profondeur aux terres du troisième rang, d'un côté à George Robinson, et de l'autre côté à John Burns—bâtie de maison, grange et autres dépendances.

2^o Une autre terre située sur le troisième rang du dit canton de Rawdon, faisant partie du lot numéro vingt-deux, contenant deux arpents et demi de large sur douze arpents de profondeur ; tenant devant aux terres du deuxième rang, en profondeur à Zéphirin Payette dit Saint-Amour, d'un côté à la veuve Joseph Chalifeur, et de l'autre côté à John Burns—sans bâtiment.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm, en la paroisse de Sainte-Julienne, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour d'avril prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Joliette, 12 février 1889.
[Première publication, 16 février 1889.]

Shérif.

681 2

forming part of lot number three hundred and thirty seven (337), containing about one fourth of an arpent in front by half an arpent in depth ; bounded in front by Saint Gaspard street, in depth by the representative Jacob Fink, on one side by Alexander Gervais and on the other side by Narcisse Laurin representative of Edouard Jolicœur—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office of the district of Joliette, in the town of Joliette, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of March next.

Sheriff's Office, Joliette, 12th January, 1889.
[First published, 19th January, 1889.]

A. M. RIVARD,

Sheriff.

248

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : SOLOMON VENNE, Plaintiff ; No. 1821. } against RODRIGUE MIREAU, of the township of Rawdon, farmer, Defendant ;

1^o A land situated on the second range of the township of Rawdon, being part of lot number twenty two, containing two arpents and a half in width by twenty six arpents in depth ; bounded in front by Rivière Rouge, in depth by the lands of the third range, on one side by Georges Robinson, and on the other side, by John Burns,—with a house, barn and other dependencies thereon erected.

2^o A land situated on the third range of the township of Rawdon, being part of lot number twenty two, containing two arpents and a half in width, by twelve arpents in depth ; bounded in front by the lands of the second range, in depth by Zéphirin Payette dit Saint-Amour, on one side by widow Joseph Chalifeur, and on the other side by John Burns,—without building.

To be sold at the Registry Office of the County of Montcalm, in the parish of Sainte-Julienne, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty seventh day of April next.

Sheriff's office, Joliette, February 12th, 1889.
[First published, 16th February, 1889.]

A. M. RIVARD,

Sheriff.

682

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précèdent immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montmagny, } JULES ETIENNE CAS-
No. 221. } GRAIN, de la paroisse de l'Islet, écuyer, notaire, en sa qualité de curateur nommé en justice à la succession en faillite de Charles Marcotte, ci-devant de l'Islet, notaire ; contre HERMENEGLDE LAPIERRE, ci-devant de l'Islet, maintenant résidant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, savoir :

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale. oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montmagny, } JULES ETIENNE
No. 221. } CASGRAIN, of the parish of l'Islet, esquire, notary, in his quality of curator appointed in justice, to the insolvent estate of Charles Marcotte, heretofore of l'Islet, notary ; against HERMENEGLDE LAPIERRE, heretofore of l'Islet, now in the United States of North America, to wit :

1° Un terrain situé au deuxième rang du canton Bourdages, connu au livre de renvoi du canton Bourdages, sous le No. 1 B, du dit deuxième rang, tenant nord-est par le No. 1 A, sud-ouest par le No. 1 C, contenant vingt-cinq acres (25) en superficie.

2° Un autre terrain situé au troisième rang du canton Bourdages, connu au livre de renvoi du canton Bourdages, sous le No. 1 B, du dit troisième rang, tenant nord-est par le No. 1 A, sud-ouest par le No. 1 C, contenant en superficie quarante sept acres (47)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, SAMEDI, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de mai prochain.

J. D. LÉPINE,

Bureau du Shérif,
Montmagny, 5 mars 1889.

Shérif.
1015

[Première publication, 9 mars 1889.]

1° A piece of land situated in the second range of township Bourdages, known in the book of reference for the township Bourdages, under No. 1 B, of the said second range; bounded to the north east by No. 1 A, to the south west by No. 1 C, containing twenty five (25) acres in superficies.

2° Another piece of land situated in the third range of township Bourdages, known in the book of reference of township Bourdages, under No. 1 B, of the said third range; bounded to the north east by No. 1 A, to the south west by No. 1 C, containing forty seven acres (47) in superficies—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille, SATURDAY, the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the fifteenth day of May next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office,
Montmagny, 5th March, 1889.

Sheriff.
1016

[First published, 9th March, 1889.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FRANCIS DOLAN, marchand, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de MICHAEL MILLOY, de la paroisse de Saint-Colomban, district de Terrebonne, cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal; borné en front par la rue Workman, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro six cent quatre-vingt-treize (693)—avec une maison en bois lambrisée en briques et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour de mai prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 13 mars 1889.

Shérif.

1127

[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de THOMAS MILMORE, de la paroisse de Sainte-Marthe, dans le district de Montréal, et BERNARD MILMORE, de la paroisse de Vaudreuil, dit district, Défendeurs.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } FRANCIS DOLAN, merchant, No. 1375. } of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of MICHAEL MILLOY, of the parish of Saint Colomban, district of Terrebonne, farmer, Defendant.

A lot of land situated in the town of Sainte Cunégonde, in the district of Montreal; bounded in front by Workman street, known and designated on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under number six hundred and ninety three (693)—with a wooden house encased with bricks and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty first day of May next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 13th March, 1889.

Sheriff.

1128

[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, a corporation legally constituted by public act of parliament having its principal place of business for the province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS MILMORE, of the parish of Sainte Marthe in the district of Montreal, and BERNARD MILMORE, of the parish of Vaudreuil said district Defendants.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, district de Montréal, composé des numéros dix-neuf cent quatre-vingt-dix-huit et dix-neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1998 et 1999), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, comté de Vaudreuil ; borné en front par le chemin de la Reine, en profondeur par les anciens numéros un et deux (1 et 2), de la deuxième concession, d'un côté au sud-est par l'ancien numéro trois (3), au nord-ouest par le terrain appartenant à Wm. Graham, contenant environ cent quarante et un arpent et soixante et dix perches, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, avec le droit de passage sur un chemin de trente-six pieds de large à partir du chemin de la Reine, sur la profondeur qu'il peut y avoir jusqu'à la rivière Ottawa—avec une maison, grange et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 13 mars 1889. Shérif. 1129

[Première publication, 16 mars 1889.]

VENDITIONI EXPONAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A BANQUE VILLE MARIE, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements d'ADOLPHE OUMÉT, écuyer, avocat, des cité et district de Montréal, et DEMOISELLE MARIE CECILE HERMINE HUBERT, fille majeure et usant de ses droits, aussi de la dite cité de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite Demoiselle Marie Cécile Hermine Hubert, l'un des dits défendeurs en cette cause.

Les terres et tenements mentionnés et décrits dans le dit bref de *Venditioni Exponas*, à savoir :

1° Un lot de terre ou emplacement de forme irrégulière, situé dans le quartier est de la cité de Montréal, faisant face aux rues du Champ de Mars, Gosford et Saint-Louis, connu sous le numéro cent trente-neuf (139), sur le plan et livre de renvoi officiels du dit quartier est, et bâti de cinq maisons, dont deux en pierre de taille, sur la rue du Champ de Mars, deux en brique, sur la rue Saint-Louis, et une en pierre et brique à trois étages, à l'encoignure des rues Gosford et Saint-Louis, et autres dépendances.

2° Une terre sise et située à l'endroit appelé Côte Saint-Paul, comté d'Hochelaga, et longeant le Canal de Lachine, connue et désignée sous le numéro trois mille six cent six (3606), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, village Saint-Augustin, et contenant d'après le cadastre officiel une superficie de quatre-vingt-huit arpents, huit perches et deux cent quarante pieds—avec une maison, grange et étable dessus construites.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Chaque enchérisseur avant son enchère devra faire un dépôt de trois cent quatre-vingt-dix piastres. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour d'avril prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 mars 1889. Shérif. 1021 2

[Première publication, 9 mars 1889.]

FIERI FACIAS,

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J** OSEPH OCTAVE DES-ROSIERS, des cité et district de Montréal, agent, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOSEPH PATENAÛDE, de la paroisse de Belœil, dans le district de Montréal, cultivateur, Défendeur.

A lot of land situated in the parish of Saint-Michel de Vaudreuil, district of Montreal, composed of numbers nineteen hundred and ninety eight and nineteen hundred and ninety nine (1998 and 1999) on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Michel de Vaudreuil, county of Veaudreuil ; bounded in front, by the Queen's road, in depth by the primitive numbers one and two (1 and 2) of the second concession, on one side, to the south east, by the primitive number three (3), to the north west, by the property of Wm. Graham, containing about one hundred and forty one arpents and seventy perches, more or less without guaranty of exact measurement, with the right of way on a road of thirty six feet wide from the Queen's road, on the depth that there may be to Ottawa river—with a house, barn and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 13th March, 1889. Sheriff. 1130

[First published, 16th March, 1889.]

VENDITIONI EXPONAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **L** A BANQUE VILLEMARIE, No. 2633. } a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ADOLPHE OUMÉT, esquire, advocate, of the city and district of Montreal, and MARIE CECILE HERMINE HUBERT, spinster (*fille majeure et usant de ses droits*), also of the said city of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said Marie Cécile Hermine Hubert, one of the defendants in this cause.

The lands and tenements mentioned and described in the said writ or *Venditioni Exponas*, to wit :

1° A lot of land or emplacement of an irregular shape, situate in the east ward of the city of Montreal, facing Champ de Mars, Gosford and Saint Louis streets, known under the number one hundred and thirty nine (139), on the official plan and book of reference of the said east ward, built up of five houses, of which two in cut stone on Champ de Mars street, two in brick on Saint Louis street, and one in stone and brick of three stories, at the corner of Gosford and Saint Louis streets and other dependencies.

2° A land situate and lying at a spot called Côte Saint Paul, county of Hochelaga, and running along side the Lachine Canal, known and designated under the number three thousand six hundred and six (3606), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, Saint Augustin village, and containing, according to the official cadastre, a superficies of eighty eight arpents, eight perches and two hundred and forty feet—with a house, barn and stable thereon constructed.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. A deposit of three hundred and ninety dollars shall be required from each bidder at his first bidding. The said writ returnable on the twenty third day of April next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office. Montreal, 5th March, 1889. Sheriff. 1022

[First published, 9th March, 1889.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J** OSEPH OCTAVE DES-ROSIERS, of the city and district of Montreal, agent, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH PATENAÛDE, of the parish of Belœil, in the district of Montreal, farmer, Defendant.

Une terre sise et située dans la troisième concession de la paroisse de Belœil, dans le district de Montréal, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Belœil, sous le numéro deux cent soixante et trois (263); bornée au nord-ouest par le ruisseau de Belœil et au sud-est par les terres de la deuxième concession—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de MARS prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Bureau du Shérif, Montréal, 16 janvier 1889. Shérif, 323 3
[Première publication, 19 janvier 1889.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

De la Cour Supérieure—Aylmer.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 464. } **THE EXCHANGE NATIONAL BANK**, un corps politique et incorporé et dûment incorporé et faisant affaires de banque et ayant sa principale place d'affaire à Olean, dans le comté de Catharaucus, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis de l'Amérique, Demanderesse; contre les terres et tenements de la **COMPAGNIE MINIERE DE PHOSPHATE D'OTTAWA**, (Ottawa phosphate Mining Company,) un corps politique et dûment incorporé faisant affaires de mineur dans le canton de Buckingham dans le District d'Ottawa et ailleurs et ayant sa principale place d'affaires en Canada à Buckingham dans le dit District, defenderesse et T. P. Foran demandeur par distraction de frais à savoir: Les lots numéros dix-neuf un (19. 1) jusqu'aux lots dix-neuf cent quatorze (19. 114) inclusivement tous dans le douzième rang suivant les plan et livre de renvoi officiels du canton de Buckingham dans le comté d'Ottawa.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de la paroisse de St-Gregoire de Nazianze de Buckingham le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de mars 1889.

LOUIS M. COUTLÉE
Shérif.

Bureau du Shérif, Aylmer, 15 janvier 1889. 339 3
[Première publication, 19 janvier 1889].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit.—Papineauville.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 313. } **NAPOLÉON BOURAS**, SA, artiste, personnellement et de qualité et al., de la paroisse de Notre Dame de Bonsecours, Demandeurs; contre les terres et

A land being and situated in the third concession of the parish of Belœil, in the district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Belœil, under number two hundred and sixty-three (263); bounded to the north west by Belœil brook and to the south east by the lands of the second concession—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Belœil, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of March next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Sheriff's Office, Montréal, 16th January 1889. Sheriff, 324
[First published, 19th January, 1889.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

From the Superior Court.—Aylmer.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 464. } **THE EXCHANGE NATIONAL BANK** a body politic and corporate duly incorporated and carrying on the business of Banking having its principal place of business at Olean in the County of Catharaucus in the state of New-York, one of the Unite! States of America, plaintiff's; against the lands and tenements of the **OTTAWA PHOSPHATE MINING COMPANY** a body politic duly incorporated, carrying on the business of mining in the Township of Buckingham in the District of Ottawa and elsewhere and having its principal place of business in Canada at Buckingham in the said District Defendant, and T. P. Foran plaintiff *par distraction de frais* to wit: Lots numbers nineteen one (19.1) to nineteen one hundred and fourteen (19. 114) inclusively all in the twelve range according to the official plan and the book of reference of the Township of Buckingham, in the County of Ottawa.

To be sold at the door of the church, in the parish of Saint Gregoire de Nazianze of Buckingham, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the twenty eighth day of March, 1889.

LOUIS M. COUTLÉE,
Sheriff.

Sheriff's Office, Aylmer, 15th January, 1889. 340
[First published, 19th January, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court.—Papineauville

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 313. } **NAPOLÉON BOURAS**, SA, artist, personally and de qualité et al., of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, Plaintiffs; against the lands and tenements

tenements de SOLOMON LANOIE, cultivateur, Défendeur ; et M^{res} Brodeur & Mackay, avocats des demandeurs, demandeurs sur distraction de frais, à savoir :

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-André Avellin, composée de la moitié nord est du numéro vingt (20), de la côte Saint Denis, en la seigneurie de la Petite Nation, et plus particulièrement désignée comme étant le numéro quatre vingt six (86), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint André Avellin, de la contenance de deux arpents de front sur vingt-quatre arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front par la rivière Petite Nation, derrière par les terres de la côte Saint Joseph, d'un côté par le lot numéro quatre-vingt-cinq (85), propriété de M^{lle} Anna Chartrand, et de l'autre côté par le lot quatre-vingt-sept (87), propriété de Onésime Fortier,—avec une maison, grange et autres bâties en bois dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint André Avellin, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le 8 d'avril 1889.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 16 janvier 1889. 359 3
[Première publication, 19 janvier 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit.—Papineauville.

Canada,

Province de Québec, } CHARLES AUGUSTE
District d'Ottawa, } MAXIMILIEN GLO-
No. 719. } BENSKY, écuyer, seigneur

de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne, demandeur ; contre les terres et tenements de FELIX VINET dit LA-RENTE, de la paroisse de Saint-André Avellin, dans le district d'Ottawa, cultivateur propriétaire, et M^{re} Auguste Mackay, avocat du demandeur, à savoir :

Une terre sise et située en la Côte " La Herse, " paroisse de Saint-André Avellin, dit comté d'Ottawa, étant le numéro trois cent quarante-cinq (345) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse,—avec une maison, grange et autres bâties en bois dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-André Avellin, le VINGT-UNIÈME jour de MARS prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le huitième jour d'avril 1889.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 14 janvier 1889. 293 3
[Première publication, 19 janvier 1889.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Circuit of Quebec.

Québec, à savoir : } A NTOINE CARRIER et
No. 445. } A LOUIS EMILE AUGUSTE

of SOLOMON LANOIE, farmer, de Saint André Avellin, Defendant ; & M^{res} Brodeur & Mackay, attorneys for Plaintiffs, plaintiff sur distraction de frais : to wit :

A farm lying and situate in the parish of Saint André Avellin, composed of the north east half of lot number twenty (20) of the Cote Saint Denis in the seigniorie of La Petite Nation, and more particularly described as being the lot eighty six (86), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint André Avellin, containing two arpents in front by twenty four arpents in depth, more or less ; bounded in front by the river Petite Nation, in rear by the lands of Cote Saint Joseph, on one side by lot number eighty five (85), property of Miss Anna Chartrand, and on the other side by lot eighty seven (87), property of Onésime Fortier—with a house, barn and other buildings in wood thereon erected.

To be sold at the door of the church of said parish of Saint André Avellin on the TWENTY SIX day of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the 8th of April 1889.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Aylmer, 16th January, 1889. 360
[First published, 19th January, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court.—Papineauville.

Canada,

Province of Québec, } CHARLES AUGUSTE
District of Ottawa, } MAXIMILIEN GLO-
No. 719. } BENSKY, esquire, seignior

of Saint Eustache, in the district of Terrebonne, Plaintiff ; against the lands and tenements of FELIX VINET dit LA-RENTE, of the parish of Saint André Avellin, in the district of Ottawa, yeoman, and M^{re} Auguste Mackay, attorney for the said plaintiff, to wit :

A farm lying and situate in Cote La Herse, paroisse de Saint André Avellin, said county of Ottawa, being the number three hundred and forty five (345), of the official plan and book of reference of the said parish—with a house, barn and other buildings built of wood thereon erected.

To be sold at the door of the church of the said parish of Saint André Avellin, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at TWELVE o'clock noon. The said writ returnable the eighth of April, 1889.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Aylmer, 14th January, 1889. 294
[First published, 19th January, 1889.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS

Circuit of Quebec.

Québec, to wit : } A NTOINE CARRIER and
No. 445. } A LOUIS EMILE AUGUSTE

CARRIER, tous deux de la ville de Lévis, marchands, et y faisant affaires en société sous le nom de Carrier & fils; contre FRANCOIS XAVIER COUTURE, marchand, et DAMASE COUTURE, charpentier, tous deux du village de Lauzon, paroisse de Saint-Joseph de Lévis, à savoir :

Le No. 861 du cadastre officiel du Village de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Louis, contenant quarante et un pieds de front sur soixante-dix-sept pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord par le No. 860 et un chemin mitoyen, au sud par les Nos. 862 et 863, à l'est par la rue Saint-Louis et à l'ouest par les Nos. 864 et 865—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances, à la charge d'une rente annuelle de quatre piastres payable d'avance en deux paiements, le premier octobre et le premier juin, au curé de la dite paroisse de Saint-Joseph.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph de Lévis, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinziesme jour de juin prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 14 mars 1889.
[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) **D**ANS une cause où LA CITE No. 2076.) **D**E QUEBEC, est Demanderesse; contre AMEDEE FRENETTE et autres sont Défendeurs; et la dite CITE DE QUEBEC; contre AMEDEE FRENETTE, rentier de la cité de Québec et autres, à savoir :

Saisi comme appartenant à tous les défendeurs :

1° Le lot No. 2288 du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, contenant vingt et un pieds et quatre pouces de front sur la rue Sous-le-Fort, sur trente et un pieds et huit pouces de profondeur; bornée à l'ouest par le lot No. 2287—avec bâties. Sujet à une rente constituée perpétuelle de \$20.00 à 5 par 100 au capital de \$400.00 payable le 24 février, chaque année, aux représentants de feu Sieur et Dame Edouard Dugal. Et sujet aussi à l'entretien du bail du dit immeuble en faveur de J. B. Morin, jusqu'au lier mai 1893.

Saisi comme appartenant au dit défendeur A. Frenette :

2° Le lot No. 3161 du cadastre officiel du quartier Saint-Jean de la cité de Québec, contenant quarante et un pieds et huit pouces de front sur la rue d'Aiguillon, sur soixante-trois pieds et dix pouces de profondeur; borné au nord-est par le lot No. 3162, au sud-ouest par les lots Nos. 3160 et 3159, en arrière au sud-est par le lot No. 3075—avec bâties.

Pour être vendus en mon bureau en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingtiesme jour de mai prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 14 mars 1889.
[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir :) **L**A CORPORATION de la No. 716.) **L**E CITE DE QUEBEC; contre JEAN-BTE. BOUCHER, des cité et district de Québec, à savoir :

1° Le lot No. 1418 A du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, contenant quarante-quatre pieds de front sur la rue Saint-Ours; borné au nord-est par le lot No. 1418, au sud est par le lot No. 1419 A—circonstances et dépendances,

2° Le lot No. 1418 du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, contenant quarante-cinq pieds de largeur; borné en front par le lot No. 1418 A, en arrière au nord-est par le lot

CARRIER, both of the town of Lévis, merchants, and there doing business in partnership under the name of Carrier & fils; against FRANCOIS-XAVIER COUTURE, merchant, and DAMASE COUTURE, carpenter, both of the Village of Lauzon, in the parish of Saint Joseph de Lévis, to wit :

No. 861 of the official cadastre for the village of Lauzon, county of Lévis, being an emplacement situated on Saint Louis street, containing forty one feet in front by seventy seven feet in depth, more or less; bounded on the north by No. 860 and a road mitoyen, on the south by Nos. 862 and 863, on the east by Saint Louis street, and on the west by Nos. 864 and 865—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual rent of four dollars payable in advance in two instalments, on the first October and first June, to the parish priest of said parish of Saint Joseph.

To be sold at the parochial church door of Saint Joseph de Lévis, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 14th March, 1889.
[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) **I**N a cause in which THE CITY No. 2076.) **I** OF QUEBEC is Plaintiff; against AMEDEE FRENETTE and others, are Defendants; and the said CITY OF QUEBEC against AMEDEE FRENETTE, rentier, of the city of Québec, and others, to wit :

Seized as belonging to all the Defendants :

1° Lot No. 2288, of the official cadastre for Champlain's ward of the city of Québec, containing twenty-one feet and four inches in front on Sous-le-Fort street, by thirty-one feet and eight inches in depth; bounded on the west by lot No. 2287—with buildings. Subject to a perpetual constituted rent of \$20.00 at 5 per 100 on the capital of \$400.00 payable on the 24th February, each year, to the representatives of the late Sieur and Dame Edouard Dugal, and subject also to the terms and conditions of the lease of said immovable in favor of J. B. Morin, until the first May, 1893.

Seized as belonging to the said Defendant A. Frenette :

2° Lot No. 3161, of the official cadastre for Saint John's ward of the city of Québec, containing forty-one feet and eight inches in front, on d'Aiguillon street, by sixty-three feet and ten inches in depth; bounded on the north-east by No. 3162, to the south west by the lots Nos. 3160 and 3159, in rear to the south east by the lot No. 3075—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of May next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 14th March, 1889.
[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit :) **T**HE CORPORATION OF No. 716.) **T**HE CITY OF QUEBEC; against JEAN BTE BOUCHER, of the city and district of Québec, to wit :

1° Lot No. 1418 A of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Québec, containing forty four feet in front on Saint Ours street; bounded to the north east by lot No. 1418, to the south east by lot No. 1419 A—circumstances and dependencies.

2° Lot No. 1418 of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Québec containing forty five feet in width; bounded in front by lot No. 1418 A, in rear to the north east by lot No.

No. 1420, au sud-est par le lot No. 1419 et au nord-ouest par le lot No. 1417—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de mai prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 14 mars, 1889. [Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir :) **D**ANS un cause où PIERRE No. 1990.) **J**OBIN, de la paroisse de l'ancienne Lorette, cultivateur, est demandeur ; et FRANÇOIS GOULET, de la paroisse de Saint-Augustin, est défendeur ; Victor Goulet, de la dite paroisse de Saint-Augustin, cultivateur, en sa qualité d'héritier bénéficiaire de feu François Goulet, en son vivant du même lieu, est défendeur en reprise d'instance ; le dit Pierre Jobin contre le dit Victor Goulet, ex-qualité ; à savoir :

1^o Le No. 83 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant une terre située au quatrième rang, mesurant un arpent de largeur sur vingt arpents, une perche et neuf pieds de profondeur—circonstances et dépendances.

2^o Le No. 488 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant une terre située au rang du Petit-Lac, mesurant un arpent de largeur, contenant en superficie trente-cinq arpents,—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Augustin, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 14 mars 1889. [Première publication, 16 mars 1889.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) **D**ANS unecause où EDMOND No. 1353.) **G**IROUX, de la cité de Québec, pharmacien, était Demandeur ; et Dame CAROLINE BOIVIN, épouse séparée de biens de Pierre Bélanger, de la cité de Québec, maître-menuisier ; et le dit Pierre Bélanger, pour assister et autoriser sa dite épouse, étaient défendeurs ; le dit demandeur Edmond Giroux, contre la dite dame Caroline Boivin, à savoir :

1^o Le lot No. 1173 du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la dite cité de Québec, étant un emplacement de 40 pieds de front sur le côté nord de la rue Sainte-Hélène sur 60 pieds de profondeur ; borné à l'est au No. 1172, et à l'ouest au No. 1174, du dit cadastre—avec bâtisses.

2^o Le lot No. 558 du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement de 42 pieds de front sur le côté nord de la rue Saint-Joseph, sur 46 pieds de profondeur ; borné au nord au No. 557, à l'est au No. 559 et à l'ouest au No. 556 A du dit cadastre—avec bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'avril prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 17 janvier 1889. [Première publication, 19 janvier 1889.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir :) **L**AURENT CHABOT, de la No. 1938.) ville de Lévis, rentier, contre J. N. GARANT, du même lieu, à savoir :

Le No. 20 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, étant un emplacement situé au sud-ouest à une rue pro-

1420, to the south east by lot No. 1419, and to the south west by lot No. 1417—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty ninth day of May next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 14th March, 1889. [First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) **I**N a case in which PIERRE No. 1990.) **J**OBIN, of the parish of l'ancienne Lorette, farmer, is Plaintiff ; against FRANÇOIS GOULET, of the parish of Saint Augustin, is Defendant ; Victor Goulet, of the said parish of Saint Augustin, farmer, in his quality of beneficiary heir of the late François Goulet, in his lifetime of the same place, is Defendant, *en reprise d'instance* ; the said Pierre Jobin against the said Victor Goulet, *ex-qualité*, to wit :

1^o No. 83 of the official cadastre of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being a land situated in the fourth range, measuring one arpent in width by twenty arpents one perche and nine feet in depth—circumstances and dependencies.

2^o No. 488 of the official cadastre of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being a land situated in range of Petit Lac, measuring one arpent in width, containing in superficies thirty five arpents—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Augustin, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of May next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 14th March, 1889. [First published, 16th March, 1889.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) **I**N a case in which EDMOND No. 1353.) **G**IROUX, druggist, of the city of Quebec, was plaintiff, and Dame CAROLINE BOIVIN, wife separated as to property from Pierre Bélanger, master joiner, of the city of Quebec ; and the said Pierre Bélanger to assist and authorize his said wife, were defendants ; the said plaintiff Edmond Giroux against the said Dame Caroline Boivin—to wit :

1^o Lot No 1173 of the official cadastre of Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec, being an emplacement of 40 feet in front, on the north side of Sainte Hélène street, by 60 feet in depth ; bounded on the east by No. 1172, and on the west, by No. 1174 of the said cadastre—with buildings.

2^o Lot No. 558 of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being an emplacement of 42 feet in front on the north side of Saint Joseph street, by 46 feet in depth : bounded on the north by No. 557, on the east by No. 559, and on the west by No. 556 A of the said cadastre—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of April next,

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 17th January, 1889. [First published 19th January, 1889.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Québec, to wit :) **L**AURENT CHABOT, of the No. 1938.) town of Lévis, rentier ; against J. N. GARANT, of the same place, to wit :

No. 20, of the official cadastre for the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, being an emplacement situated to the south west of a pro-

jetée, contenant quarante-neuf pieds de front sur soixante douze pieds de profondeur ; borné en front au nord par Joseph Samson, en arrière au sud par le dit Laurent Chabot, joignant au nord-est au Collège de Lévis—avec les bâties dessus érigées, circonstances et dépendances ; à la charge d'une rente annuelle de dix piastres payable à Laurent Chabot, le premier août.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame de la Victoire, à DIX heures du matin le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain. Le dit bref rapportable le trentième jour d'avril prochain.

J. B. AMYOT,
Député Shérif.
Bureau du Shérif,
Québec, 14 février 1889. 719 2
[Première publication, 16 février 1889.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ISAAC VAN EMDEN, de la
No. 1984. } ville de Bruxelles, Belgique,
négociant ; contre ELEONORE LAUZON, épouse
séparée quant aux biens, par sentence judiciaire, de
Narcisse Olivier Ruel, de la paroisse de Saint-Sau-
veur de Québec, et le dit Narcisse Olivier Ruel,
personnellement et pour assister sa dite épouse, à
savoir :

Saisi comme appartenant à la dite Eléonore
Lauzon.

Le lot No. 152 des subdivisions du lot No. 2098
du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur,
banlieue de la cité de Québec, étant un emplacement
de 4410 pieds anglais en superficie, situé sur le côté
nord de la rue Saint-Valier,—avec bâties.

A la charge d'une rente foncière et constituée de
\$18.00 par année en faveur de Sr. J.-Bte. Falardeau
en vertu d'un acte de vente passé à Saint-Sauveur
de Québec, le 17 novembre 1886, devant Mtre Jos.
Savard, N. P.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL
prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rap-
portable le quatrième jour de mai prochain.

J.-B. AMYOT,
Député-Shérif.
Bureau du Shérif,
Québec, 14 février 1889 717 2
[Première publication, 16 février 1889.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mentionné
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes
personnes ayant à exercer à cet égard des réclama-
tions que le Régistrateur n'est pas tenu de mention-
ner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du
code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le
présent requises de les faire connaître suivant la loi.
Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire,
afin de charge, ou autres oppositions à la vente,
excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent
être déposés au bureau du soussigné, avant les
quinze jours qui précéderont immédiatement le
jour de la vente ; les oppositions afin de conserver
peuvent être déposés en aucun temps dans les six
jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel à savoir : } ISAAC FORCIER, Deman-
No. 2243. B. } deur ; contre PIERRE PA-
RENTEAU, fils de Toussaint, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint
Pie de Déguire, en la treizième concession, connu
au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint Pie
de Déguire, sous le numéro trois cent cinquante
deux No. 352) de la contenance d'un arpent et

jected street, containing forty nine feet in front by
seventy two feet in depth ; bounded in front to the
north by Joseph Samson, in rear towards the south
by the said Laurent Chabot, to the north east by
the Levis College property — with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies ;
subject to an annual rent of ten dollars, payable to
Laurent Chabot, on the first of August.

To be sold, at the church door of Notre Dame de
la Victoire, at TEN o'clock in the forenoon, on the
TWENTY THIRD day of APRIL next. The said writ
returnable on the thirtieth day of April next.

J. B. AMYOT,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, 14th February, 1889. 720
[First published, 16th February, 1889.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ISAAC VAN EMDEN, of the
No. 1984. } town of Bruxelles, Belgium,
trader ; against, ELEONORE LAUZON, wife judi-
cially separated as to property, from Narcisse Olivier
Ruel, of the parish of Saint Sauveur of Québec, and
the said Narcisse Olivier Ruel, personally and to
authorize his said wife, to wit :

Seized as belonging to the said Eléonore Lauzon.

Lot No. 152 of the subdivisions of lot No. 2098,
of the official cadastre for the parish of Saint Sau-
veur, Banlieue of the city of Québec, being an em-
placement of 4410 feet, english measure, in super-
ficies, situated on the north side of Saint Valier
street—with buildings.

To the charge of a constituted ground rent of
\$18.00 per year, in favor of Sr. J. Bte Falardeau,
in virtue of a deed of sale passed at Saint Sauveur
de Québec, on the 17th November, 1886, before
Mtre Jos. Savard, N. P.

To be sold, in my office, in the city of Québec, on
the TWENTY THIRD day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon. The said writ return-
able on the fourth day of May next.

J. B. AMYOT,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, 14th February, 1889. 718
[First published, 16th February, 1889.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below. All persons
having claims on the same which the Registrar is
not bound to include in his certificate, under article
700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada,
are hereby required to make them known according
to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de dis-
traire, afin de charge*, or other oppositions to the
sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are
required to be filed with the undersigned, at his
office, previous to the fifteen days next preceding
the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be
filed at any time within six days next after the
return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court for the district of Richelieu.

Sorel, to wit : } ISAAC FORCIER, Plaintiff ;
No. 2243. B. } against PIERRE PAREN-
TEAU, son of Toussaint, Defendant.

A piece of land situated in the parish of Saint-
Pie de Déguire, in the thirteenth concession, known
on the official cadastre for the said parish of Saint-
Pie de Déguire, under number three hundred and
fifty two (352) containing one arpent and a half in

demie de front sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Pie de Déguire, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le premier jour de mai prochain.

P. GUEVREMONT.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 20 février 1889. 799 2
[Première publication, 23 février 1889.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la cour de magistrat dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Saint-François, à savoir: } **EDOUARD LENNAN**, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, cultivateur, demandeur; contre les terres et tenements de **OLIVIER COTNOIR & RICHARD COTNOIR**, tous deux du canton de Clifton, dans le dit district, défendeurs, à savoir:

Comme appartenant au dit Olivier Cotnoir.

Le quart nord-ouest du lot numéro sept dans le neuvième rang du dit canton de Clifton, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le dit district, le VINGT-UNIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de décembre prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 14 janvier 1889. 273 3
[Première publication, 19 janvier 1889.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

St. François, à savoir: } **HORACE MELVIN HOVEY**, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, avocat, demandeur; contre les terres et tenements de dame **ELIZA HEATH**, du township de Hatley, dans le dit district, veuve de feu Jonathan Dustin, en son vivant de Hatley susdit, Défenderesse; à savoir:

Cette certaine étendue de terre sise et située dans le canton de Hatley, plus particulièrement connue et désignée comme la moitié ouest du lot numéro neuf, dans le septième rang des lots du dit canton de Hatley, contenant quatre-vingts acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus érigées et améliorations faites ou y appartenant.

Pour être vendue au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, à Stanstead Plains, dit

front by fifteen arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish Saint-Pie de Déguire, on the TWENTY FOURTH day of the month of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of the month of May next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 20th February, 1889. 800
[First published, 23rd February, 1899.]

Sheriff's Sales—St-François

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law: *Oppositions en Annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Magistrates Court in and for the county of Stanstead, at Coaticook.

Saint Francis, to wit: } **EDOUARD LENNAN**, No. 2656. } of the township of Compton, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of **OLIVIER COTNOIR AND RICHARD COTNOIR**, both of the Township of Clifton, in said district, Defendants, to wit:

As belonging to said Olivier Cotnoir.

The north west quarter of the lot number seven in the ninth range of the said township of Clifton, containing fifty acres of land, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, in the town of Coaticook, in said district, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of December next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 14th January, 1889. 274
[First published, 19th January, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit: } **HORACE MELVIN HOVEY**, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, advocate, plaintiff; against the lands and tenements of Dame **ELIZA HEATH**, of the township of Hatley, in said district, widow of the late Jonathan Dustin in his lifetime of Hatley aforesaid, deceased, defendant, to wit:

That certain tract or parcel of land, situate and being in the said township of Hatley, more particularly known and designated as the west half of the lot number nine, in the seventh range of lots, in the said township of Hatley, containing eighty acres of land, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made, or thereunto belonging.

To be sold at the Stanstead division registry office, at Stanstead Plain, in said district, on the TWEN-

district, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le premier jour de mai prochain.

C. W. WHITCHER,
Bureau du shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 16 février 1889. 671 2
[Première publication, 16 février 1889.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit dans et pour le comté de Terrebonne.
District de Terrebonne, } JOSEPH EDOUARD
Ste-Scholastique, à savoir : } PARENT, écrl., De-
No. 77. } mandeur; vs. CHAR-
LES O'CONNOR et al. Défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Charles O'Connor.

Les lots de terre situés dans la troisième concession de Paisley, en la paroisse de Sainte-Sophie, dans le district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Sophie, sous les numéros soixante et sept (67) et soixante et huit (68)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie, dit district, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de mai prochain 1889.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 13 mars 1889. 1123
[Première publication, 16 mars 1889.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Trois-Rivières, à savoir : } DANS l'affaire de
No. 157. } LOUIS NAPO-
LEON CARLE, Failli; et LOUIS CARLE, père, Curateur.

TY THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of May next.

C. W. WHITCHER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 12th February, 1889. 672
[First published, 16th February, 1889.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court in and for the county of Terrebonne.
District of Terrebonne, } JOSEPH EDOUARD
St Scholastique, to wit : } PARENT, esquire,
No. 77. } Plaintiff; vs. CHARLES
O'CONNOR et al. Défendants.

As belonging to defendant Charles O'Connor.

The lots of land situated in the third concession of Paisley, in the parish of Sainte Sophie, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Sainte-Sophie under numbers sixty-seven (67) and sixty eight (68)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie, said district, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TWELVE o'clock. The said writ returnable on the twenty-third day of May next, 1889.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 13th March, 1889. 1124
[First published, 16th March, 1889.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montréal.
Three Rivers, to wit : } IN the matter of LOUIS
No. 157. } NAPOLEON CARLE,
Insolvent, and LOUIS CARLE, senior, Curator.

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Ursule, dans la concession de la Carrière, contenant environ quatre-vingt dix arpents en superficie, tenant en front à la petite rivière du Loup, en profondeur à la rivière Maskinongé, d'un côté à Augustin Lambert et de l'autre côté partie à George Ringuette et partie à Simon Savoie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, par le numéro quatre cent dix-sept (417).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit mandat rapportable le premier jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 mars 1889. 1133
[Première publication, 16 mars 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : JOSEPH OVIDE
No. 21. JOUSIGNANT, éc.

avocat, tant en son propre et privé nom qu'en sa qualité de tuteur dûment élu en justice à ses deux enfants mineurs issus de son mariage avec feu Dame Sophie Charlotte Young, *et al.*, Demandeurs ; contre CHARLES JOSEPH MARCHILDON, Défendeur ; et GEORGE A. FEARON, Curateur au délaissement.

Saisi sur le dit curateur au délaissement comme appartenant au dit défendeur :

Une terre située dans le quatrième rang de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, d'un arpent et demi de front sur trente arpents de profondeur ; bornée au nord aux terres du troisième rang et au sud aux terres du cinquième rang, au nord-est à Raïzenne Demers, et au sud-ouest à Frédéric Boulanger ; laquelle est connue et désignée comme étant la moitié nord-est du numéro sept cent soixante et sept des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, comprenant aussi la dite paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, le DIX-HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 mars 1889. 1131
[[Première publication, 16 mars 1889.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : A BANQUE
No. 235. HOCHELAGA,

Requérant ; contre FLAVIEN GENEST, Failli ; et A. L. KENT ET AL., Curateur.

Comme appartenant au failli :

1^o Un emplacement sis et situé en la paroisse du Cap de la Magdeleine, dans le comté de Champlain, présentement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent sept (407), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Cap de la Magdeleine, de la contenance de cent pieds de profondeur sur la largeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public à aller à un ruisseau qui est au sud de l'emplacement vendu—avec une tannerie en briques à trois étages et autres bâtisses dessus érigées.

2^o Un lopin de terre de forme irrégulière, situé en la dite paroisse du Cap de la Magdeleine, renfermé dans les bornes et limites suivantes, savoir : du côté nord-ouest, nord et nord-est partie par un petit ruisseau se déchargeant dans la rivière Saint-Maurice et partie par le chemin public, des côtés sud-est et sud par une ligne s'étendant du dit chemin public sur la rive gauche du petit ruisseau susmentionné jusqu'à un poteau placé par les parties

A land situated in the parish of Sainte Ursule, in the concession of la Carrière, containing about ninety arpents in superficies ; bounded in front by la petite Rivière-du-Loup, in depth by Maskinongé river, on one side by Augustin Lambert, and on the other side partly by George Ringuette, and partly by Simon Savoie, known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre for the county of Maskinongé, by number four hundred and seventeen (417).

To be sold at the church door of the parish of Sainte Ursule, on the TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said warrant returnable on the first day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th March, 1889. 1134
[First published, 16th March, 1889.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : JOSEPH OVIDE TOU-
No. 21. SIGNANT, esquire, ad-

vocate, as well in his own name, as in his quality of tutor duly elected in justice, to his two minor children issued from his marriage with the late Dame Sophie Charlotte Young *et al.*, Plaintiffs ; against CHARLES JOSEPH MARCHILDON, Defendant ; and GEORGE A. FEARON, Curator to the abandonment.

Seized on the said curator to the abandonment, as belonging to the said Defendant :

A land situated in the fourth range of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, containing one arpent and a half in front by thirty arpents in depth ; bounded to the north by the lands of the third range, and to the south by the lands of the fifth range, to the north east by Raïzenne Demers, and to the south west by Frédéric Boulanger, which is known and designated as being the north east half of number seven hundred and sixty seven, on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising also the said parish of Sainte Sophie de Lévrard—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three-Rivers, 13th March, 1889. 1132
[First published, 16th March, 1889.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : A BANQUE HOCH-
No. 235. LAGA, Petitioner ;

against FLAVIEN GENEST, Insolvent ; and A. L. KENT ET AL., Curator.

As belonging to the Insolvent :

1^o An emplacement being and situated in the parish of Cap de la Magdeleine, in the county of Champlain, actually known and designated as being part of lot number four hundred and seven (407), on the official plan and in the book of reference for the said parish of Cap de la Magdeleine, containing one hundred feet in depth by the width that there may be from the public road to a brook at the south of the emplacement sold—with a brick tannery, threestory high, and other buildings thereon erected.

2^o A piece of land of irregular outline, situated in the said parish of Cap de la Magdeleine, enclosed in the following boundaries and limits, to wit : to the north west, north and north east partly by a small brook flowing in River Saint Maurice, and partly by the public road, on the south east and south sides by a line starting from said public road on the left side of the small brook above mentioned, to a post placed by the parties on the summit of the hill

sur la cime de la côte du dit ruisseau, pour être une borne servant à indiquer la ligne de séparation entre le terrain des parties susdites, et icelle ligne se prolongeant de ce poteau dans une direction sud-ouest jusque sur les côtes de la rivière Saint-Maurice, à un poteau placé par les parties et qu'elles sont convenues d'accepter pour être le terminus de la dite ligne, et du côté sud-ouest partie par les côtes de la dite rivière Saint-Maurice jusqu'au petit ruisseau, et depuis le dit ruisseau jusqu'au dit chemin du roi par le terrain du gouvernement—avec maisons et dépendances sus-érigées, et icelui lopin de terre faisant partie des lots numéres quatre cent sept (407) et quatre cent huit (408) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain pour la dite paroisse du Cap de la Magdeleine.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Cap de la Magdeleine, le VINGT-CIN-QUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit mandat rapportable le premier jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 20 février 1889. Shérif. 803 2
[Première publication, 23 février 1889.]

of said brook, to serve as boundary to indicate the division line between the land of the parties aforesaid, and which line running from this post in a south west direction, to the hill along the Saint Maurice River, to a post placed by the parties and which they agreed to accept as the terminus of the said line, and on the south west side partly by the hill along said River Saint Maurice, to the small brook, and from the said brook to the Queen's road, by the Government property—with houses and dependencies thereon erected, and which piece of land being part of lots numbers four hundred and seven (407), and four hundred and eight (408), on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Cap de la Magdeleine.

To be sold at the church door of the parish of Cap de la Magdeleine, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said warrant returnable on the first day of May next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Three Rivers, 20th February, 1889. Sheriff. 804
[First published, 23rd February, 1889.]

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec. } *La Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No. 146.

Dame Georgianna Bréard *alias* Laroche, de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, épouse de Charles Lebeau, tanneur, du même lieu, a ce jour, dûment autorisée à telles fins, institué une action en séparation de biens contre son mari le dit Charles Lebeau.

PAGNUELO, LUSSIER & GENDRON,
Procureurs de la Demanderesse.
Saint-Jean, 13 mars 1889. 1173

ACTE ELECTORAL DE QUEBEC.—DISTRICT ELECTORAL DE L'ASSOMPTION.

Election, du 27 décembre 1888.

Extrait de l'état des dépenses d'élection de Joseph Marion, écuyer, N. P., candidat, payées par Elie Lemire, écuyer, agent,\$ 172.78
Dépenses non encore payées, 13.35
L'Assomption, 26 février 1889.

(Signé) ELIE LEMIRE,
Agent de J. MARION,
Pour vrai extrait, L'Assomption, 7 mars 1889.
J. Z. MARTEL,
1177 Officier-Rapporteur.

ACTE ELECTORAL DE QUEBEC.—DISTRICT ELECTORAL DE L'ASSOMPTION.

Election du 27 décembre 1888.

Extrait de l'état des dépenses d'élection de Ludger Forest, Ecuyer, M. D. candidat, payées par J. E. Duhamel, Ecuyer, agent,\$578.15.
L'assomption 25 février 1889.

(Signé) JOS. C. DUHAMEL,
Agent.
Pour vrai extrait, l'Assomption, 7 mars 1889.
J. Z. MARTEL,
Officier-Rapporteur.

ACTE ELECTORAL DE QUEBEC.—DISTRICT ELECTORAL DE L'ASSOMPTION.

Election du 27 décembre 1888.

Extrait de l'état des dépenses d'élection de Ludger Forest, Ecuyer, M. D. candidat, payées par Jean Baptiste Forest dit Marin, agent,\$27.21.
Ville des Laurentides, 2 mars 1889.

(Signé) J. BRE. FOREST MARIN, Agent.
Pour vrai extrait, l'Assomption, 7 mars 1889.
J. Z. MARTEL,
1175 Officier-Rapporteur.

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec. } *In the Superior Court.*
District of Iberville. }
No. 146.

Dame Georgianna Bréard *alias* Laroche, of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, wife of Charles Lebeau, tanner, of the same place, has, this day, duly authorized for that purpose, instituted an action *en séparation de biens* against her husband the said Charles Lebeau.

PAGNUELO, LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for Plaintiff.
Saint John, 13th March, 1889. 1174

QUEBEC ELECTION ACT.—ELECTORAL DISTRICT OF L'ASSOMPTION.

Election of 27th December, 1888.

Extract of the statement of the election expenses of Joseph Marion, esquire, N. P., candidate, paid by Elie Lemire, esquire, agent,\$ 172.78
Expenses unpaid, 13.35
L'Assomption, 26th February, 1889.

(Signed) ELIE LEMIRE,
Agent of J. MARION,
For true extract, L'Assomption, 7th March, 1889.
J. Z. MARTEL,
1178 Returning Officer.

QUEBEC ELECTION ACT.—ELECTORAL DISTRICT OF L'ASSOMPTION.

Election of 27th December, 1888.

Extract of the statement of the election expenses of Ludger Forest, esquire, M. D. candidate, paid by J. E. Duhamel, esquire, agent,\$578.15.
L'Assomption, 25th February, 1889.

(Signed) JOS. E. DUHAMEL,
Agent.
For true extract, l'Assomption, 7th March, 1889.
J. Z. MARTEL,
Returning Officer.

QUEBEC ELECTION ACT.—ELECTORAL DISTRICT OF L'ASSOMPTION.

Election of 27th December, 1888.

Extract of the statement of the election expenses of Ludger Forest, esquire, M. D., candidate, paid by Jean Baptiste Forest dit Marin, agent,\$27.21.
Town of Laurentides, 2nd March, 1889.

(Signed) J. BRE. FOREST MARIN, Agent.
For true extract, l'Assomption, 7th March, 1889.
J. Z. MARTEL,
1176 Returning Officer.

Avis de Faillite

Province de Québec, }
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de A. E. Boisseau, marchand de nouveautés, de Québec, Insolvable.
 Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un ordre de la Cour en date du 13^{ème} jour de mars 1889, j'ai été nommé Curateur à la succession A. E. Boisseau, de Québec.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, d'hui à trente jours.

HENRY A. BÉDARD,
 Curateur.

Bureau : Coin des rues Notre-Dame
 et Lamontagne, Québec. 1181

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*
 A. Racine & Cie. de Montréal, Demandeurs ;

vs.
 Calixte Lavoie, de Saint-Cyrille de Wendover, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit Calixte Lavoie, a, le quatorzième jour de mars courant (1889), au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district d'Arthabaska, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Daté à Arthabaskaville, ce quatorzième jour de mars 1889.

1169 CRÉPEAU & MÉTHOT,
 Avocats du Demandeur.

Province de Québec, }
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire Zotique Pouliot marchand, de l'Islet, Insolvable.

Avis est par le présent donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 30 mars 1889.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 1^{er} avril 1889.

HENRY A. BÉDARD,
 Curateur.

Bureau : Coin des rues Notre-Dame
 et Lamontagne, Québec. 1185

Province de Québec, }
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Eugène Roy, marchand de nouveautés, de Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 26 mars 1889.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 27 mars 1889.

HENRY A. BÉDARD,
 Curateur.

Bureau : Coin des rues Notre-Dame
 et Lamontagne, Québec. 1183

AVIS DE CESSION.

Je, soussigné, H. Gagnon, faisant affaire sous les nom et raison, de H. Gagnon, & Cie., marchand de nouveautés, de Québec, donne avis par les présentes que le 13^{ème} jour de mars 1889, j'ai fait abandon de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict., chap. 22.

H. GAGNON,
 H. GAGNON & Cie.,
 HENRY A. BÉDARD,
 Gardien provisoire.

Bureau : Coin des rues Notre-Dame
 et Lamontagne, Québec. 1179

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Quebec, } *Superior Court.*

In the matter of A. E. Boisseau, Dry Goods merchant, of Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the Court, dated 13th day of March, 1889, I have been appointed Curator to the Estate of A. E. Boisseau, of Quebec.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days.

HENRY A. BÉDARD,
 Curator.

Office : Corner of Notre Dame
 and Lamontagne streets, Quebec. 1182

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska, } *Superior Court.*

A Racine & Co. of Montreal, Plaintiffs ;

vs.
 Calixte Lavoie, of Saint Cyrille, in the township of Wendover, trader, Defendant.

Notice is hereby given that the said Calixte Lavoie, on the fourteenth day of March instant, (1889), in the office of the prothonotary of the superior court of the district of Arthabaska, has made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors.

Dated at Arthabaskaville, this fourteenth day of March, 1889.

1170 CRÉPEAU & MÉTHOT,
 Attorneys for the Plaintiff.

Province of Quebec, }
 District of Québec, } *Superior Court.*

In the matter of Zotique Pouliot, trader, of L'Islet, Insolvent.

Notice is hereby given, that a first and last dividend has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 30th March, 1889.

This dividend will be payable at my office on or after the 1st April, 1889.

HENRY A. BÉDARD,
 Curator.

Office : corner of Notre Dame
 and Mountain streets, Quebec. 1186

Province of Quebec, }
 District of Québec, } *Superior Court.*

In the matter of Eugène Roy, dry goods merchant, of Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 26th March, 1889.

This dividend will be payable, at my office on or after the 27th March, 1889.

HENRY A. BÉDARD,
 Curator.

Office : Corner of Notre Dame
 and Mountain streets, Quebec. 1184

NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, the undersigned, H. Gagnon, doing business under the name and style of H. Gagnon & Co., dry goods, merchant, of Québec, do hereby give notice, that, on the 13th day of March, 1889, I have made an abandonment of my property for the benefit of my creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the District of Québec, according to the provisions of Act 48 Vict. chap. 22.

H. GAGNON,
 H. GAGNON & Co.,
 HENRY A. BÉDARD,
 Provisional Guardian.

Office : Corner of Notre-Dame
 and Mountain streets, Quebec. 1180

Règle de Cour

Rule of Court

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Canada,
Province de Québec. }
District du Saguenay. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de The Dominion of Canada Freehold Estate and Timber Company limited, Faillie.

Il est ordonné sur la requête du Liquidateur, à moi présentée ce jour, que le bordereau de dividendes préparé par lui en cette affaire y compris la collocation pour ses frais et déboursés soit déposé de suite par lui dans son bureau et que le dit bordereau soit sujet à l'inspection de toutes personnes intéressées, et aussi qu'il soit sujet à toutes oppositions qui peuvent être faites légalement par une ou toutes les personnes intéressées sous trente-cinq jours à compter depuis et après la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* et depuis et après l'envoi par la malle d'une copie certifiée du présent ordre, par le Liquidateur, à l'adresse de chaque créancier. Il est de plus ordonné que, à défaut d'opposition au dit bordereau de dividendes dans le délai voulu, après publication suivant ordre, le dit Liquidateur devra payer la dite collocation suivant la loi.

A. B. ROUTHIER,

J. C. S.
1187

Ce 15 mars 1889.

THE WINDING-UP ACT.

Canada,
Province of Quebec. }
District of Saguenay. } *Superior Court.*

In re The Dominion of Canada Freehold Estate and Timber Company Limited. Insolvents.

It is ordered on the petition of the Liquidator this day presented to me, that the dividend sheet by him prepared in this matter including a collocation for his own charges and disbursements be forthwith deposited by him in his office and that the same be open to the inspection of all parties interested and also that the same be open to all contestations that may legally be made by all or any of the parties interested for a period of thirty five days to be reckoned from and after the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*, and from and after the mailing of a copy certified by the Liquidator, to the address of every creditor of the present order. It is further ordered that in default of any contestation of the said dividend sheet within the said period after notice given as above ordered, and the said delay expired, that the said Liquidator shall pay and satisfy the said collocations according to law.

A. B. ROUTHIER,

J. S. C.
1888

This 15th March, 1889.

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 11.

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 11.

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

| | Pages |
|---|-------|
| ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : | |
| Annexer à Saint-Damien de Bedford certains lots de Notre-Dame des Anges de Stanbridge | 675 |
| DÉPENSES D'ÉLECTION : | |
| A. Johnson, écr | 680 |
| Honorable Rhodes | 681 |
| J. Marion, écr | 712 |
| L. Forest, écr | 712 |
| ERRATUM : | |
| Mallette vs Alexander | 689 |
| FAILLIS : | |
| <i>Assemblée :</i> | |
| Bertrand | 689 |
| <i>Cession :</i> | |
| Bertrand | 686 |
| Déry | 686 |
| Duberger | 685 |
| Fréchette | 685 |
| Gagnon & Cie | 713 |
| Guillemette | 685 |
| Laberge | 688 |
| Lavoie | 713 |
| Rac | 688 |
| <i>Dividende :</i> | |
| Beckett et al | 687 |
| Béiiveau | 687 |
| Dne O'Caïn | 688 |

| | Pages |
|--|-------|
| APPOINTMENTS : | |
| <i>Municipal Councillors :</i> | |
| Isle aux Grues | 673 |
| <i>Mayor :</i> | |
| For Montmagny | 673 |
| CROWN LANDS : | |
| <i>Notice of cancellation, &c.</i> | |
| Joly | 676 |
| Laterrière | 676 |
| Matane | 676 |
| ELECTION EXPENSES : | |
| A. Johnson, esq | 680 |
| Honorable Rhodes | 681 |
| J. Marion, esq | 712 |
| L. Forest, esq | 712 |
| ERRATUM : | |
| Mallette vs Alexander | 689 |
| INSOLVENTS : | |
| <i>Appointment of curator .</i> | |
| Boisseau | 713 |
| Brown | 686 |
| Ducharme | 685 |
| Ferland | 688 |
| Laprairie | 686 |
| L'Allemand | 688 |
| Markus & Markus | 687 |

| | | | |
|---|-----|--|-----|
| Mathieu & Gagnon..... | 687 | <i>Assignment :</i> | |
| Pouliot..... | 713 | Bertrand..... | 686 |
| Roy..... | 713 | Déry..... | 686 |
| Tyo..... | 686 | Duberge..... | 685 |
| <i>Nomination de curateur :</i> | | Fréchette..... | 685 |
| Boissieu..... | 713 | Gagnon & Co..... | 713 |
| Brown..... | 686 | Guillemette..... | 685 |
| Ducharme..... | 685 | Laberge..... | 688 |
| Ferland..... | 688 | Lavoie..... | 713 |
| Laprairie..... | 686 | Rae..... | 688 |
| L'Allemand..... | 688 | <i>Dividend :</i> | |
| Markus & Markus..... | 687 | Becket <i>et al.</i> | 687 |
| LETTRES PATENTES, DEMANDE DE : | | Réliveau..... | 687 |
| Montreal Café Co..... | 681 | Dne O'Caïn..... | 688 |
| LETTRES PATENTES ÉMISES : | | Mathieu & Gagnon..... | 688 |
| Compagnie de Navigation de Belceil et Saint-Hilaire..... | 675 | Pouliot..... | 713 |
| LICITATION : | | Roy..... | 713 |
| Beauchamp vs Dne Lauzon <i>et al.</i> | 690 | Tyo..... | 686 |
| Lavallée vs Lavallée..... | 691 | <i>Meeting :</i> | |
| LIVE STOCK INSURANCE Co : | | Bertrand..... | 689 |
| Claims to be filed..... | 681 | LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR : | |
| MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : | | Montreal Café Co..... | 681 |
| Saint-Prospér..... | 676 | LETTERS PATENT GRANTED : | |
| NOMINATIONS : | | Belceil and Saint Hilaire Navigation Com- pany..... | 675 |
| <i>Conseillers municipaux :</i> | | LICITATION : | |
| Isle aux Grues..... | 673 | Beauchamp vs Dne Lauzon <i>et al.</i> | 690 |
| <i>Maire :</i> | | Lavallée vs Lavallée..... | 691 |
| Pour Montmagny..... | 673 | LIVE STOCK INSURANCE Co : | |
| PROCLAMATION : | | Claims to be filed..... | 681 |
| Annexer à Sainte-Victoire partie de Saint- Norbert d'Arthabaska..... | 674 | MUNICIPALITY ANNEXED : | |
| RÈGLES DE COUR : | | Annex to Saint Damien of Bedford several lots of Notre-Dame des Anges de Stan- bridge..... | 675 |
| Canada Freehold Estate Co..... | 714 | PARTNERSHIP DISSOLVED : | |
| SÉPARATION DE BIENS : | | New Glasgow Lumber Co..... | 680 |
| Dne Laroche vs Lebeau..... | 712 | PROCLAMATION : | |
| Dne Martel vs Bazinet..... | 681 | Annex to Sainte Victoire part of Saint- Norbert d'Arthabaska..... | 674 |
| SOCIÉTÉ DISSOUTE : | | RULES OF COURT : | |
| New Glasgow Lumber Co..... | 680 | Canada Freehold Estate Co..... | 714 |
| TERRES DE LA COURONNE : | | SALES IN INSOLVENCY : | |
| <i>Avis de cancellation, etc.</i> | | Carle..... | 711 |
| Joly..... | 676 | Daoust frère..... | 689 |
| Laterrière..... | 676 | SCHOOL MUNICIPALITY : | |
| Matane..... | 676 | Saint Prosper..... | 676 |
| VENTES, FAILLITE : | | SEPARATION AS TO PROPERTY : | |
| Carle..... | 711 | Dne Laroche vs Lebeau..... | 712 |
| Daoust frère..... | 689 | Dne Martel vs Bazinet..... | 681 |
| VENTES PAR LES SHERIFS : | | SHERIFFS' SALES : | |
| ARTHABASKA : | | ARTHABASKA : | |
| Pacaud vs Dargis..... | 694 | Pacaud vs Dargis..... | 694 |
| Poisson vs Huard <i>et al.</i> | 694 | Poisson vs Huard <i>et al.</i> | 694 |

| | | | |
|---|-----|---|-----|
| BEAUCHE : | | BEAUCHE : | |
| Roy vs Sévigny | 695 | Roy vs Sévigny | 695 |
| BEAUMARNOIS : | | BEAUMARNOIS : | |
| Valois vs Major | 696 | Valois vs Major | 696 |
| BEDFORD : | | BEDFORD : | |
| Côté vs Auger | 697 | Côté vs Auger | 697 |
| MONTRÉAL : | | MONTREAL : | |
| Dolan vs Milloy | 702 | Dolan vs Milloy | 702 |
| Trust and Loan Co. vs Millmore | 702 | Trust and Loan Co. vs Millmore | 702 |
| QUÉBEC : | | QUEBEC : | |
| Carrier <i>et al</i> vs Couture | 705 | Carrier <i>et al</i> vs Couture | 705 |
| Cité de Québec vs Frenette <i>et al</i> | 706 | Cité de Québec vs Frenette <i>et al</i> | 706 |
| Corp. de Québec vs Boucher | 706 | Corp. de Québec vs Boucher | 706 |
| Jobin vs Goulet | 707 | Jobin vs Goulet | 707 |
| TERREBONNE : | | TERREBONNE : | |
| Parent vs O'Connor <i>et al</i> | 710 | Parent vs O'Connor <i>et al</i> | 710 |
| TROIS-RIVIÈRES : | | THREE RIVERS : | |
| Tousignant vs Marchildon | 711 | Tousignant vs Marchildon | 711 |